

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27210]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, les articles 3, alinéa 4, 4, § 2, 6, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéas 2 et 4 et § 3, alinéa 3, 10, alinéa 2, 11, § 1^{er}, 12, § 2, 13, 14, 15, § 2, alinéa 2, 16, § 1^{er}, alinéas 2 et 3 et § 2, alinéas 2 et 3, 17, § 1^{er}, alinéas 2 et § 2, 18, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, 20, § 1^{er}, 21, § 1^{er}, 28, § 1^{er}, alinéa 3 et § 2, alinéa 3, 30, § 5, alinéas 2 et 3, 31, § 2 et § 3, alinéa 2, 32, alinéa 2, 33, alinéa 4, 34, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 2, 3 et 5, et § 4, alinéa 3, 35, alinéa 3, 36, alinéa 2, 37, 39, alinéa 2, 40, § 2, 41, § 1^{er}, 42, § 1^{er}, 43, §§ 1^{er} et 2, 45, 46, § 2, alinéa 2, 47, § 1^{er} et § 2, alinéas 2 et 3, 49, 50, 51, alinéas 1^{er} et 2, 52, alinéa 2, 53, 54, 56, alinéa 1^{er}, 4, 6 et 7, 57, 58, alinéas 1^{er} et 4, 60, alinéa 2, 61, alinéa 1^{er}, 67, alinéas 2 et 73;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du CWATUPE, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2009 relatif à la certification des bâtiments résidentiels existants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 relatif à la méthode de calcul alternative des concepts ou technologies novateurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2011 relatif à la certification des bâtiments neufs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2011 relatif à la certification des bâtiments non résidentiels existants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2011 relatif à la certification des bâtiments publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2014;

Vu l'avis n° 12/2014 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie, donné le 11 mars 2014;

Vu l'avis A.1174 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 24 février 2014;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'Avis en Développement durable, donné le 16 avril 2014;

Vu l'avis 56.023/4du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, cordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Disposition générale et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement :

1° la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments;

2° la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions;

2° UBAtc : l'Union belge pour l'Agrément technique de la construction;

3° ATG-E : la caractérisation énergétique délivrée par l'UBAtc;

4° administration : le Service public de Wallonie, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable, Direction du Bâtiment durable;

5° valeur U : le coefficient de transmission thermique d'un élément de construction, déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3;

6° valeur R : la résistance thermique d'un élément de construction, déterminée conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3;

7° niveau E_W : le niveau de consommation d'énergie primaire d'une unité PEB, déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3;

8° E_{spec} : la consommation spécifique annuelle d'énergie primaire d'une unité PEB, déterminée conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3;

9° niveau K : le niveau d'isolation thermique globale d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment, déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3;

10° décret : le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

11° acteur agréé : acteur agréé conformément aux exigences du présent arrêté;

12° CoDT : Code du développement territorialinéma.

TITRE II. — Méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**

Art. 3. La performance énergétique des bâtiments est calculée à l'aide des logiciels visés aux articles 20, § 4 et 38 du décret, sur la base de la méthode déterminée aux annexes A1, A2, B1, B2, et D.

Les logiciels visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que les bases de données visées aux articles 14 et 32 du décret, sont mis à disposition par l'administration.

CHAPITRE II. — Méthodes de calcul alternatives**Section 1^{re}. — Concept ou technologie non pris en compte dans la méthode de calcul**

Art. 4. Outre les conditions visées à l'article 7, § 2, du décret, le recours à une méthode de calcul alternative est autorisé si le concept ou la technologie dispose d'un ATG-E ou de toute autre caractérisation énergétique que le Ministre considère équivalente.

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative est introduite auprès de l'administration selon les modalités déterminées par le Ministre.

Le dossier de demande contient au moins :

1° les nom, prénom, domicile et profession du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination ou raison sociale, son siège social et les coordonnées et qualité du signataire de la demande;

2° une copie de l'ATG-E ou de la caractérisation visée à l'article 4;

3° une description détaillée des caractéristiques techniques du concept ou de la technologie.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception de la demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que les délais de la procédure sont calculés à dater de la réception de ces pièces.

§ 3. Le Ministre statue sur la demande. S'il accorde l'autorisation, il en précise la durée de validité et fixe les modalités d'intégration des données dans le logiciel.

La décision est notifiée au demandeur dans les soixante jours de l'accusé de réception précisant que le dossier est complet.

La décision est publiée sur le site internet de l'administration.

Art. 6. Lorsque la méthode de calcul intègre le concept ou la technologie, le Ministre met un terme à l'autorisation.

La méthode alternative peut cependant continuer à être utilisée jusqu'au terme de la procédure PEB lorsque l'accusé de réception de la demande de permis est antérieur à l'intégration du concept ou de la technologie à la méthode de calcul.

Art. 7. L'autorisation peut être retirée par le Ministre lorsqu'une des conditions visées à l'article 4 fait défaut.

Section 2. — Bâtiment faisant appel à un ou plusieurs concepts constructifs ou technologies non pris en compte par la méthode de calcul

Art. 8. § 1^{er}. La demande d'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative est introduite auprès de l'administration selon les modalités déterminées par le Ministre.

Le dossier de demande contient au moins :

1° les nom, prénom, domicile et profession du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination ou raison sociale, son siège social et les coordonnées et qualité du signataire de la demande;

2° une identification précise du bâtiment concerné;

3° une description détaillée des caractéristiques techniques et énergétiques du ou des concepts ou technologies visés à l'article 7, § 2, du décret appliqués au bâtiment;

4° le calcul de la performance énergétique du bâtiment concerné, selon la méthode de calcul alternative sollicitée par le demandeur, accompagné d'une note justificative détaillée comprenant au minimum :

a) les hypothèses générales appliquées au bâtiment;

b) l'identification du ou des outils d'évaluation utilisés;

c) les conclusions de la comparaison des résultats, avec et sans application du ou des concepts constructifs ou technologies novateurs, ainsi que l'économie en énergie primaire totale obtenue pour le bâtiment concerné;

5° le cas échéant, une présentation de cas similaires, notamment à l'aide d'informations techniques, de bibliographie.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception de la demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que les délais de la procédure sont calculés à dater de la réception de ces pièces.

§ 3. Le Ministre statue sur la demande. S'il accorde l'autorisation, il fixe les modalités d'intégration des données dans le logiciel.

La décision est notifiée au demandeur dans les cent vingt jours de l'accusé de réception précisant que le dossier est complet.

TITRE III. — Exigences de performance énergétique des bâtiments**CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application**

Art. 9. Pour l'application de l'article 10, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, sont des unités faibles consommatrices d'énergie dans des conditions normales d'exploitation, les unités industrielles, ateliers ou unités agricoles non résidentielles qui ne sont pas chauffées ou climatisées pour les besoins de l'homme ou, dont la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage ou à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume chauffé ou climatisé, est inférieure à 15W/m³; la puissance totale est calculée séparément pour le chauffage et la climatisation.

CHAPITRE II. — Exigences minimales de performance énergétique**Section 1^{re}. — Construction et reconstruction**

Art. 10. § 1^{er}. Les unités résidentielles destinées au logement individuel respectent, lors de leur construction ou de leur reconstruction, les exigences suivantes :

- 1° les éléments de construction respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2° le niveau E_w n'excède pas 80;
- 3° le E_{spec} n'excède pas 130 kWh/m².an;
- 4° la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 2, à l'exception de celle des éventuels locaux de bureaux ou services, qui respecte les exigences déterminées à l'annexe C 3;
- 5° l'indicateur du risque de surchauffe visé à l'annexe A 1 est limité à 6 500 K.h.

Le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment n'excède pas 35.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la partie affectée à des bureaux ou services d'une unité résidentielle destinée au logement individuel, lors de sa construction ou de sa reconstruction, est considérée comme une unité de bureaux et de services lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° la partie réservée aux bureaux ou services est supérieure à 40 pour cent du volume protégé global;
- 2° la partie réservée aux bureaux ou services représente un volume protégé supérieur à 800 m³.

Art. 11. Les unités de bureaux et de services ainsi que les unités destinées à l'enseignement respectent, lors de leur construction ou de leur reconstruction, les exigences suivantes :

- 1° les éléments de construction respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2° le niveau E_w n'excède pas 80;
- 3° la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 3.

Le niveau K du bâtiment ou de la partie de bâtiment n'excède pas 35.

Art. 12. § 1^{er}. Les unités industrielles respectent, lors de leur construction ou de leur reconstruction, les exigences suivantes :

- 1° les éléments de construction respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2° la ventilation des locaux de bureaux ou services respecte les exigences déterminées à l'annexe C 3.

Le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment n'excède pas 55.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la partie affectée à des bureaux ou services d'une unité industrielle, lors de sa construction ou de sa reconstruction, est considérée comme une unité de bureaux et de services lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° la partie réservée aux bureaux et services est supérieure à 40 pour cent du volume protégé global;
- 2° la partie réservée aux bureaux et services représente un volume protégé supérieur à 800 m³.

Art. 13. § 1^{er}. Les unités ayant une autre destination ainsi que les unités résidentielles destinées au logement collectif respectent, lors de leur construction ou de leur reconstruction, les exigences suivantes :

- 1° les éléments de construction respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2° la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 3.

Le niveau K du bâtiment ou de la partie de bâtiment n'excède pas 35.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la partie affectée à des bureaux ou services d'une unité ayant une autre destination ou d'une unité résidentielle destinée au logement collectif, lors de sa construction ou de sa reconstruction, est considérée comme une unité de bureaux et de services lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- 1° la partie réservée aux bureaux et services est supérieure à 40 pour cent du volume protégé global;
- 2° la partie réservée aux bureaux et services représente un volume protégé supérieur à 800 m³.

Art. 14. Les exigences visées respectivement aux articles 10 à 13 ainsi que les procédures visées aux articles 23 et 24 du décret s'appliquent aux actes et travaux de reconstruction partielle et d'extension d'un bâtiment ou d'une unité qui consistent à :

- 1° créer un volume protégé supérieur à 800 m³;
- 2° doubler, au moins, le volume protégé existant;
- 3° remplacer les installations visées par la méthode de calcul et au moins 75 pour cent de l'enveloppe.

Section 2. — Rénovation importante

Art. 15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 19, les unités résidentielles destinées au logement individuel faisant l'objet d'une rénovation importante respectent, pour la partie rénovée, les exigences suivantes :

- 1° les éléments de construction modifiés ou ajoutés respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2° la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 2, à l'exception de celle des éventuels locaux de bureaux ou services, qui respectent les exigences déterminées à l'annexe C 3.

§ 2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, 2^o, pour les locaux existants où des châssis de fenêtres ou de portes extérieurs sont placés ou remplacés, seules les exigences de ventilation relatives aux amenées d'air sont applicables.

Art. 16. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 19, les unités de bureaux et de services, les unités destinées à l'enseignement, les unités ayant une autre destination ainsi que les unités résidentielles destinées au logement collectif faisant l'objet d'une rénovation importante respectent, pour la partie rénovée, les exigences suivantes :

- 1^o les éléments de construction modifiés ou ajoutés respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2^o la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 3.

§ 2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, 2^o, pour les locaux existants où des châssis de fenêtres ou de portes extérieurs sont placés ou remplacés, seules les exigences de ventilation relatives aux amenées d'air sont applicables.

Section 30. — Rénovation simple

Art. 17. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 19, les unités résidentielles destinées au logement individuel faisant l'objet d'une rénovation simple respectent, pour la partie rénovée, les exigences suivantes :

- 1^o les éléments de construction modifiés ou ajoutés respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2^o la ventilation respecte les exigences déterminées à l'annexe C 2.

§ 2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, 2^o, pour les locaux existants où des châssis de fenêtres ou de portes extérieurs sont placés ou remplacés, seules les exigences de ventilation relatives aux amenées d'air sont applicables.

Art. 18. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 19, les unités de bureaux et de services, les unités destinées à l'enseignement, les unités ayant une autre destination ainsi que les unités résidentielles destinées au logement collectif faisant l'objet d'une rénovation simple respectent, pour la partie rénovée, les exigences suivantes :

- 1^o les éléments de construction modifiés ou ajoutés respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 2^o la ventilation respecte les exigences de ventilation déterminées à l'annexe C 3.

§ 2. Dans le cadre du paragraphe 1^{er}, 2^o, pour les locaux existants où des châssis de fenêtres ou de portes extérieurs sont placés ou remplacés, seules les exigences de ventilation relatives aux amenées d'air sont applicables.

Section 4. — Changement de destination

Art. 19. § 1^{er}. Les unités PEB qui acquièrent une nouvelle destination sont soumises aux exigences suivantes lorsque, contrairement à la situation antérieure, de l'énergie est consommée pour les besoins des personnes en vue d'obtenir une température intérieure spécifique :

- 1^o le niveau d'isolation thermique global de l'unité PEB est inférieur ou égal à K 65;
- 2^o les éléments de construction faisant l'objet de modifications respectent les valeurs U et R déterminées à l'annexe C 1;
- 3^o la ventilation respecte les exigences déterminées aux annexes C 2 ou C 3 selon la destination nouvellement acquise par l'unité PEB.

§ 2. Les unités industrielles qui acquièrent une destination de logement individuel, de bureaux et de services ou d'enseignement, sont soumises aux exigences du paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE III. — Documents procéduraux relatifs aux exigences PEB

Art. 20. L'accès à la base de données visée à l'article 14 du décret est limité :

- 1^o pour les responsables PEB et les auteurs d'étude de faisabilité, aux dossiers dont ils sont gestionnaires;
- 2^o pour les communes, aux dossiers concernant des projets se situant sur leur territoire;
- 3^o pour les fonctionnaires délégués au sens des articles 389 et 390 du CWATUPE, aux dossiers concernant des projets relevant de leur compétence.

L'accès à la base de données est obtenu auprès de l'administration.

Art. 21. Les documents procéduraux relatifs aux exigences PEB sont établis au moyen des formulaires ou logiciels mis à disposition par l'administration.

Le Ministre peut déterminer la forme des documents et en préciser le contenu.

Art. 22. § 1^{er}. L'étude de faisabilité technique, environnementale et économique visée à l'article 15 du décret envisage au moins la possibilité de recourir aux technologies suivantes :

- 1^o les systèmes solaires photovoltaïques;
- 2^o les systèmes solaires thermiques;
- 3^o les pompes à chaleur;
- 4^o les générateurs de chaleur fonctionnant à la biomasse;
- 5^o les réseaux de chaleur.

§ 2. Outre les éléments visés à l'article 15, § 2, du décret, l'étude de faisabilité comporte au moins les éléments suivants :

- 1^o une présentation du bâtiment étudié, en ce compris sa superficie utile totale, et de ses besoins énergétiques;
- 2^o un tableau synthétique des hypothèses de travail relatives aux technologies envisagées;
- 3^o l'analyse des technologies envisagées, notamment leur description, leur intégration technique dans le bâtiment, leur pertinence et, pour la ou les technologies dont l'intégration est possible et retenue, leurs bilans énergétique, économique et environnemental;
- 4^o le choix de la technologie ou des technologies retenues et leur justification;
- 5^o le numéro de dossier PEB;
- 6^o l'identité et les coordonnées du déclarant, de l'architecte et du responsable PEB;
- 7^o les références d'agrément de l'auteur de l'étude de faisabilité;

8° la date;

9° la signature du déclarant et de l'auteur de l'étude de faisabilité.

§ 3. Le Ministre peut préciser, compléter et différencier le contenu de l'étude de faisabilité selon la taille ou la destination du bâtiment.

Art. 23. Outre les éléments visés à l'article 16, § 1^{er} du décret, la déclaration PEB initiale contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB;

3° les références d'agrément du responsable PEB;

4° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien;

5° les données justifiant la nature des travaux et les procédures applicables;

6° les exigences applicables à chaque unité ou partie de bâtiment en fonction de leur destination et des travaux;

7° la date;

8° la signature du déclarant et du responsable PEB;

9° l'adresse et les références cadastrales du terrain ou du bâtiment concerné.

Art. 24. Outre les éléments visés à l'article 16, § 2 du décret, la déclaration PEB simplifiée contient :

1° l'identité et les coordonnées du déclarant PEB et de l'architecte;

2° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien, y compris, le cas échéant, le changement éventuellement envisagé de celle-ci;

3° les données justifiant la nature des travaux et les procédures applicables;

4° les exigences applicables à chaque unité ou partie de bâtiment en fonction de leur destination et des travaux;

5° un tableau des valeurs U des éléments de construction qui font l'objet de travaux de rénovation;

6° un tableau reprenant les débits de ventilation des locaux concernés;

7° s'il s'agit d'un changement de destination au sens de l'article 19, une note de calcul du niveau K;

8° la date;

9° la signature du déclarant et de l'architecte.

Art. 25. Outre les éléments visés à l'article 17 du décret, la déclaration PEB provisoire contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet;

4° le cas échéant, copie de la décision visée aux articles 5 ou 8;

5° la date;

6° la signature du déclarant et du responsable PEB.

Art. 26. Outre les éléments visés à l'article 18 du décret, la déclaration PEB finale contient :

1° le numéro de dossier PEB;

2° l'identité et les coordonnées du déclarant PEB, de l'architecte et du responsable PEB;

3° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet;

4° le cas échéant, copie de la décision visée aux articles 5 ou 8;

5° la date;

6° la signature du déclarant et du responsable PEB;

7° l'adresse et les références cadastrales du terrain ou du bâtiment concerné.

Art. 27. § 1^{er}. La cession de permis visée à l'article 19, § 2 du décret est notifiée à l'administration.

§ 2. La notification comprend au moins les informations suivantes :

1° le nom du cédant et sa signature;

2° le nom du cessionnaire et sa signature;

3° la volonté expresse du cédant et du cessionnaire d'opérer le transfert de la qualité de déclarant au cessionnaire;

4° la référence du dossier PEB;

5° le numéro d'agrément du responsable PEB;

6° la date de la cession de permis.

§ 3. Le responsable PEB utilise, pour la réalisation de la notification, le formulaire mis à sa disposition par l'administration.

Art. 28. Les documents relatifs aux procédures et exigences PEB sont adressés à l'administration par le responsable PEB, l'auteur d'étude de faisabilité ou le déclarant PEB.

CHAPITRE IV. — Procédures PEB

Art. 29. La note justificative visée aux articles 23, § 2, 25, § 2 et 27, alinéa 2, du décret contient, au minimum, les informations suivantes :

1° l'adresse du bâtiment;

2° le nom du déclarant PEB;

3° l'exception applicable et sa justification concrète.

Le Ministre peut préciser le contenu et la forme de la note justificative.

Art. 30. § 1^{er}. Le transfert de la qualité de déclarant visé à l'article 28, § 2, du décret est notifié à l'administration.

§ 2. La notification comprend au moins les informations suivantes :

- 1° le nom du vendeur et sa signature;
- 2° le nom du acquéreur et sa signature;
- 3° la volonté expresse des parties d'opérer le transfert de la qualité de déclarant à l'acquéreur;
- 4° la référence du dossier PEB;
- 5° la date de la convention opérant la cession;
- 6° la déclaration PEB provisoire visée à l'article 17 du décret.

§ 3. Le vendeur et l'acquéreur utilisent, pour la réalisation de la notification, le formulaire mis à leur disposition par l'administration.

TITRE IV. — *Certificats de performance énergétique des bâtiments*

CHAPITRE I^{er}. — *Régime de la certification*

Section 1^{re}. — *Catégories de certificats PEB*

Art. 31. Il existe trois catégories de certificat PEB :

- 1° les certificats PEB d'unité résidentielle;
- 2° les certificats PEB d'unité non résidentielle;
- 3° les certificats PEB de bâtiment public en vue de l'affichage.

Art. 32. Les certificats PEB d'unité résidentielle sont établis soit par un responsable PEB agréé, soit par un certificateur PEB d'unité résidentielle agréé.

Les certificats PEB d'unité non résidentielle sont établis soit par un responsable PEB agréé, soit par un certificateur PEB d'unité non résidentielle agréé.

Les certificats PEB de bâtiment public sont établis par un certificateur PEB de bâtiment public agréé soit externe, soit interne.

Art. 33. En vue de leur certification, le Ministre peut établir des sous-catégories d'unité PEB résidentielle ou non résidentielle ou de bâtiment public en considération de leurs caractéristiques particulières ou de leur consommation d'énergie.

Art. 34. Le certificat PEB est établi sur base de la méthode visée à l'article 3 et résulte de l'application du logiciel visé aux articles 20, § 4 ou 38 du décret.

Art. 35. Le Ministre établit un modèle de certificat PEB pour chacune des catégories et sous-catégories.

Section 2. — *Contenu des certificats PEB*

Art. 36. Outre les éléments visés à l'article 30, § 2 du décret, le certificat PEB contient les informations suivantes :

- 1° l'adresse du bâtiment ou de l'unité PEB;
- 2° le cas échéant, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant sa construction et son numéro de référence;
- 3° une photo extérieure du bâtiment identifiant l'unité PEB concernée;
- 4° la version du logiciel de calcul et, le cas échéant du protocole de collecte des données utilisés;
- 5° le code unique du certificat;
- 6° le prix du certificat, sauf pour le certificat de bâtiment public en vue de l'affichage s'il a été réalisé par un certificateur interne et pour le certificat établi à l'issue d'une procédure PEB;
- 7° la date d'émission du certificat;
- 8° l'identification et le numéro d'agrément du certificateur ou du responsable PEB et sa signature.

Art. 37. Le certificat PEB d'unité résidentielle contient en outre :

- 1° la classe énergétique de l'unité;
- 2° la consommation théorique totale d'énergie primaire de l'unité;
- 3° la consommation spécifique d'énergie primaire de l'unité;
- 4° le cas échéant, la référence du rapport partiel visé à l'article 31, § 1^{er}, du décret.

Art. 38. Le certificat PEB d'unité non résidentielle contient en outre :

- 1° la classe énergétique de l'unité;
- 2° la consommation théorique totale d'énergie primaire de l'unité;
- 3° la consommation spécifique d'énergie primaire de l'unité.

Art. 39. Le certificat PEB de bâtiment public en vue de l'affichage contient en outre un ou plusieurs indicateurs de consommation définis par le Ministre.

Art. 40. Le Ministre peut compléter le contenu du certificat PEB en vue d'y intégrer les informations visées à l'article 30, § 3 du décret ainsi que des indicateurs spécifiques aux catégories et sous-catégories ou des informations relatives au respect des exigences.

Section 3. — Rapport partiel

Art. 41. Le rapport partiel visé à l'article 31, § 1^{er} du décret est établi par un certificateur PEB d'unité résidentielle agréé ou par un responsable PEB agréé.

Le rapport partiel est le résultat de l'application du logiciel visé aux articles 20, § 4, ou 38, du décret.

Art. 42. § 1^{er}. Outre les éléments visés à l'article 31, § 1^{er}, du décret, le rapport partiel contient les éléments suivants :

- 1° l'adresse des bâtiments ou unités concernés par le rapport partiel;
- 2° le cas échéant, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant leur construction et le numéro de référence;
- 3° la version du logiciel de calcul et, le cas échéant, du protocole de collecte des données utilisés;
- 4° le code unique du rapport partiel;
- 5° le prix du rapport partiel, sauf pour le certificat établi à l'issue d'une procédure PEB construction;
- 6° la date d'émission du rapport partiel;
- 7° l'identification et le numéro d'agrément du certificateur ou du responsable PEB et sa signature.

§ 2. Le Ministre peut compléter le contenu du rapport partiel en vue d'y intégrer des indicateurs spécifiques.

Le Ministre établit un modèle de rapport partiel.

Section 4. — Validité et renouvellement

Art. 43. Hormis les certificats de bâtiment public, les certificats PEB sont caduques lorsque l'unité PEB ou le bâtiment a fait l'objet soit d'un certificat PEB ou d'un rapport partiel postérieur, soit d'actes et travaux visés aux articles 23 à 27 du décret.

Art. 44. Lorsqu'un certificat PEB a été établi sur base de l'article 33 du décret, il est renouvelé par un certificat établi par un certificateur PEB agréé faisant application du logiciel visé à l'article 38 du décret.

Section 5. — Utilisation des données

Art. 45. Les données techniques ayant servi à l'élaboration d'un certificat PEB ou d'un rapport partiel peuvent être réutilisées pour établir un nouveau certificat PEB ou un nouveau rapport partiel.

Art. 46. La base de données visée à l'article 32 du décret contient les rapports partiels et les certificats PEB qui y sont enregistrés par les acteurs agréés.

L'accès aux données des certificats et rapports partiels est limité, pour les certificateurs et responsables PEB, aux seuls certificats et rapports partiels qu'ils ont établis ou dont ils disposent du code unique, en vue de la réutilisation des données visée à l'article 45.

Les notaires accèdent aux certificats pour lesquels ils disposent du code unique.

Le Ministre précise les modalités d'accès et les informations techniques du certificat ou du rapport partiel auxquelles les notaires ou toute autre personne disposant du code unique ou de l'adresse du bâtiment peut avoir accès.

*CHAPITRE II. — Obligations de disposer d'un certificat PEB**Section 1^{re}. — Certificat PEB provisoire*

Art. 47. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 34, § 3, du décret, les éléments suffisants à l'établissement d'un certificat PEB provisoire sont :

- 1° le volume protégé de l'unité et son enveloppe;
- 2° un système de ventilation;
- 3° un système de chauffage;
- 4° pour les unités résidentielles, au moins un point de puisage pour l'eau chaude sanitaire;
- 5° pour les unités non résidentielles, un système d'éclairage;
- 6° la présence du système de refroidissement, si un tel système était prévu dans la déclaration PEB initiale.

§ 2. Le responsable PEB communique, sans délai, le certificat PEB provisoire au déclarant PEB.

L'établissement du certificat PEB conformément à l'article 33 du décret rend caduc le certificat PEB provisoire.

Lorsqu'un certificat PEB provisoire a été communiqué à un locataire conformément à l'article 34, § 3, alinéa 5, du décret, le déclarant PEB transmet le certificat PEB visé à l'article 33 du décret au locataire, dès que celui-ci est établi.

Section 2. — Publicité en vue de la vente ou de la location

Art. 48. Outre le code unique du certificat, les indicateurs de performance énergétique à mentionner dans les publicités visées à l'article 34, § 4, du décret sont extraits du certificat PEB.

Les indicateurs sont :

- 1° la classe énergétique;
- 2° la consommation théorique totale d'énergie primaire, exprimée en kWh par an;
- 3° la consommation spécifique d'énergie primaire, exprimée en kWh/m² par an.

Art. 49. L'administration peut mettre en place un outil visant à faciliter l'insertion des informations visées à l'article 48 dans les publicités.

Section 3. — Affichage des certificats

Art. 50. Les autorités publiques au sens de l'article 35, alinéa 1^{er}, du décret sont :

1° les institutions européennes et internationales, les autorités fédérales, régionales, communautaires, provinciales et communales;

2° tout organisme répondant aux conditions suivantes :

- a) être créé ou agréé par les autorités visées au 1°;
- b) être chargé d'un service public;
- c) ne pas être partie du pouvoir législatif ou judiciaire;
- d) être contrôlé ou déterminé dans son fonctionnement par les autorités visées au 1°.

Art. 51. Au sens de l'article 35 du décret, un bâtiment est fréquemment visité par le public lorsque son accès au public est libre, sans autre condition qu'une éventuelle inscription ou un éventuel paiement d'un droit d'entrée.

Art. 52. Le certificat PEB de bâtiment public en vue de l'affichage a une durée de validité de cinq ans.

Les indicateurs de consommations sont actualisés selon les modalités fixées par le Ministre.

Section 4. — Disposition particulière et exceptions à l'obligation de disposer d'un certificat PEB

Art. 53. § 1^{er}. En cas de vente involontaire, la partie ayant provoqué la vente avance les frais afférents à l'établissement du certificat PEB.

§ 2. Pour l'application de l'article 36, alinéa 1^{er}, 2°, du décret, sont des unités faibles consommatrices d'énergie dans des conditions normales d'exploitation les unités industrielles, ateliers ou unités agricoles non résidentielles qui ne sont pas chauffées ou climatisées pour les besoins de l'homme ou dont la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage ou à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume chauffé ou climatisé, est inférieure à 15W/m³; la puissance totale est calculée séparément pour le chauffage et la climatisation.

CHAPITRE III. — Statuts et missions des certificateurs PEB

Art. 54. Le protocole visé à l'article 38 du décret contient le cadre méthodologique obligatoire en vue de la certification de l'unité ou du bâtiment concerné.

Le protocole comprend notamment les règles relatives aux données collectées et à leur intégration dans le logiciel visé à l'article 38 du décret.

Le Ministre peut établir des protocoles de collecte de données différenciés pour la certification des catégories ou sous-catégories d'unités PEB visées aux articles 31 et 33.

Art. 55. § 1^{er}. Pour préserver leur indépendance, les certificateurs PEB ne sont pas autorisés à réaliser des certificats PEB relatifs à des bâtiments ou à des unités PEB :

- 1° sur lesquels ils disposent d'un droit réel ou personnel;
- 2° pour lesquels ils interviennent, à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une transaction immobilière;
- 3° dont le propriétaire ou titulaire de droits réels est un parent ou allié au deuxième degré, ou leur employeur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le certificat de bâtiment public en vue de l'affichage peut être réalisé par un certificateur PEB interne agréé.

TITRE V. — Agréments

CHAPITRE 1^{er}. — Conditions d'agrément

Section 1^{re}. — Conditions relatives aux formations

Sous-section 1^{re}. — Formation des responsables PEB

Art. 56. La formation de responsable PEB visée à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du décret est réservée aux personnes physiques titulaires d'un diplôme visé à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

La formation comporte les éléments suivants :

- 1° un volet portant sur le cadre réglementaire en vigueur en matière de performance énergétique des bâtiments;
- 2° un volet théorique et pratique relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;
- 3° un volet théorique et pratique relatif aux installations techniques individuelles, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;
- 4° un volet relatif aux aspects théoriques et pratiques concernant les installations communes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;
- 5° un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé aux articles 16, 17, 18 et 20 du décret;
- 6° un volet portant sur le fonctionnement des bases de données visées aux articles 14 et 32 du décret.

Le Ministre peut préciser le contenu et les modalités de participation à la formation.

Sous-section 2. — Formation de certificateur PEB

Art. 57. § 1^{er}. La formation de certificateur PEB, visée à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° du décret est réservée aux personnes physiques titulaires d'un diplôme ou justifiant d'une expérience visés à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Le contenu de la formation est adapté à l'agrément demandé.

§ 2. La formation des certificateurs PEB d'unité résidentielle comporte au moins :

- 1° un volet relatif au cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments;
- 2° un volet théorique et pratique relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;
- 3° un volet théorique et pratique relatif aux installations techniques individuelles, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;
- 4° un volet relatif aux aspects théoriques et pratiques concernant les installations communes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

5° un volet relatif au protocole de collecte des données visé à l'article 38 du décret et aux formulaires de collecte des données qui sont utilisés en vue de l'élaboration du certificat;

6° un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé à l'article 38 du décret comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat, ainsi que du rapport partiel visé à l'article 31 du décret en ce compris les recommandations générées par le logiciel;

7° un volet portant sur le fonctionnement de la base de données visée à l'article 32 du décret.

§ 3. La formation des certificateurs PEB d'unité non résidentielle comporte au moins :

1° un volet relatif au cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments;

2° un volet théorique et pratique relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;

3° un volet théorique et pratique relatif aux installations techniques individuelles, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

4° un volet relatif aux aspects théoriques et pratiques concernant les installations communes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

5° un volet relatif au protocole de collecte des données visé à l'article 38 du décret et aux formulaires de collecte des données qui sont utilisés en vue de l'élaboration du certificat;

6° un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé à l'article 38 du décret comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat, ainsi que du rapport partiel visé à l'article 31 du décret en ce compris les recommandations générées par le logiciel;

7° un volet portant sur le fonctionnement de la base de données visée à l'article 32 du décret.

§ 4. La formation des certificateurs PEB de bâtiments publics comporte au moins :

1° un volet relatif au cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments;

2° un volet relatif au protocole de collecte des données visé à l'article 38 du décret et aux formulaires de collecte des données qui sont utilisés en vue de l'élaboration du certificat;

3° un volet portant sur l'utilisation du logiciel visé à l'article 38 du décret comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat, en ce compris les recommandations générées par le logiciel;

4° un volet portant sur le fonctionnement de la base de données visée à l'article 32 du décret.

§ 5. Le Ministre peut préciser le contenu et les modalités de participation aux formations visées aux paragraphes 2, 3 et 4.

Section 2. — Conditions relatives aux examens

Art. 58. § 1^{er}. Les formations visées aux articles 56 et 57, § 4, sont sanctionnées par un examen écrit.

La réussite de l'examen est conditionnée par une note supérieure ou égale à 12,00/20.

§ 2. Les formations des certificateurs d'unité résidentielle et d'unité non résidentielle, visées à l'article 57, §§ 2 et 3, sont sanctionnées par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite.

La réussite de l'examen visé à l'alinéa 1^{er} est conditionnée par une moyenne supérieure ou égale à 12,00/20.

§ 3. L'examen visé aux paragraphes 1^{er} et 2 permet d'apprécier la compréhension théorique et pratique du contenu de la formation par le candidat.

Le Ministre peut préciser le contenu et les modalités d'organisation et de participation à l'examen.

Section 3. — Autres conditions

Art. 59. Au sens de l'article 41 du décret, justifie de titres, qualifications ou d'une expérience dans l'étude des systèmes alternatifs de production et d'utilisation d'énergie la personne qui répond à une des conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme d'ingénieur architecte, d'ingénieur civil, d'ingénieur industriel ou de bio-ingénieur ou;

2° faire valoir une qualification ou une expérience probante dans au moins trois des technologies visées à l'article 15, § 1^{er}, du décret ou à l'article 22, § 1^{er}.

Art. 60. Lorsqu'ils sollicitent un agrément pour réaliser des certificats de bâtiment public, les responsables en énergie certifiés dans le cadre des cycles de formation organisés par la Région wallonne sont présumés justifier d'une expérience utile d'au moins deux ans quant aux aspects énergétiques des bâtiments au sens de l'article 42, § 1^{er}, 1°, du décret, à condition de travailler au sein d'un pouvoir public.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Section 1^{re}. — Procédure d'agrément nécessitant le suivi d'une formation et la réussite d'un examen

Sous-section 1^{re}. — Composition du dossier de demande

Art. 61. § 1^{er}. La demande d'agrément en qualité de responsable PEB ou de certificateur PEB est adressée à l'administration.

L'administration met à disposition un formulaire de demande.

§ 2. La demande comporte les indications suivantes :

1° les nom, adresse et profession du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne physique, l'attestation visée à l'article 72, § 1^{er}, l'alinéa 1^{er};

3° s'il s'agit d'une personne morale, le numéro d'entreprise;

4° s'il s'agit d'une personne morale, une copie de la convention qui lie le demandeur au titulaire du diplôme requis si le demandeur n'en est pas le titulaire et une copie de l'agrément.

§ 3. Le Ministre peut préciser la forme et le contenu des formulaires selon les agréments.

Art. 62. Outre les éléments visés à l'article 61, la demande d'agrément en qualité de responsable PEB comprend une copie du diplôme requis ainsi que les nom, adresse et profession de son titulaire.

Outre les éléments visés à l'article 61, la demande d'agrément en qualité de certificateur PEB comporte la copie du diplôme du demandeur ou la justification de l'expérience quant aux aspects énergétiques des bâtiments.

Art. 63. Pour justifier son expérience quant aux aspects énergétiques des bâtiments, le responsable en énergie certifié dans le cadre des cycles de formation organisés par la Région wallonne joint à sa demande d'agrément en qualité de certificateur PEB interne de bâtiment public les indications suivantes :

1° la copie de l'attestation relative à la qualité de responsable énergie ou la justification de l'expérience quant au suivi énergétique des bâtiments;

2° l'identification du ou des organismes dans lesquels le candidat est actif.

Sous-section 2. — Instruction des demandes et décision

Art. 64. L'accusé de réception de la demande d'agrément d'une personne physique, visé à l'article 42, § 2, du décret, est adressé au demandeur par l'administration.

Le Ministre agréé les candidats qui remplissent les conditions définies aux articles 40 et 42 du décret et au présent arrêté.

La décision d'agrément mentionne le numéro d'agrément.

La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 14 et 32 du décret.

Art. 65. § 1^{er}. L'accusé de réception de la demande d'agrément d'une personne morale, visé à l'article 42, § 2, du décret, est adressé à la demanderesse par l'administration.

Le Ministre agréé les candidates qui remplissent les conditions définies aux articles 40, § 1^{er}, alinéas 2 et 42, § 1^{er}, alinéa 2, du décret.

§ 2. La décision d'agrément mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° le numéro d'agrément des responsables PEB ou certificateurs PEB personnes physiques qui font partie du personnel de la personne morale.

§ 3. La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 14 et 32 du décret.

Section 2. — Autres agréments

Sous-section 1^{re}. — Composition du dossier de demande

Art. 66. § 1^{er}. La demande d'agrément en qualité d'auteur d'étude de faisabilité est adressée à l'administration.

L'administration met à disposition un formulaire de demande.

§ 2. La demande est introduite au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

Elle comporte les indications suivantes :

1° les nom, adresse et profession du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, le numéro d'entreprise;

3° une copie de la convention qui lie le demandeur au titulaire du diplôme requis si le demandeur n'en est pas le titulaire et une copie de l'agrément;

4° les titres, qualifications ou expériences dans le domaine des systèmes alternatifs de production et d'utilisation d'énergie visés à l'article 41 du décret.

§ 3. Le Ministre peut préciser la forme et le contenu du formulaire.

Sous-section 2. — Instruction des demandes et décision

Art. 67. L'accusé de réception de la demande d'agrément d'une personne physique, visé à l'article 42, § 2, du décret, est adressé au demandeur par l'administration.

Le Ministre agréé les candidats qui remplissent les conditions définies à l'article 41 du décret et à l'article 59.

La décision d'agrément mentionne le numéro d'agrément.

La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application de l'article 14 du décret.

Art. 68. § 1^{er}. L'accusé de réception de la demande d'agrément d'une personne morale, visé à l'article 42, § 2, du décret, est adressé à la demanderesse par l'administration.

Le Ministre agréé les candidates qui remplissent les conditions définies à l'article 41 du décret.

§ 2. La décision d'agrément mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° le numéro d'agrément de l'auteur ou des auteurs d'étude de faisabilité personnes physiques qui font partie du personnel de la personne morale.

§ 3. La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application de l'article 14 du décret.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 69. La liste des auteurs d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique, des responsables PEB et des certificateurs PEB agréés est publiée sur le site internet de l'administration.

*CHAPITRE III. — Formation par des centres agréés**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 70. Les centres agréés utilisent les supports de formation mis à leur disposition par l'administration.

Art. 71. Les centres agréés communiquent à l'administration, au moins quinze jours avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

Des représentants de l'administration peuvent assister aux formations et aux examens.

Art. 72. § 1^{er}. Les centres de formation agréés remettent aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation, dans les quinze jours suivant l'examen, une attestation de suivi de la formation mentionnant les résultats obtenus à l'examen.

Dans les trente jours suivant une session de formation ou d'examen, un rapport sur la session de formation ou d'examen est transmis à l'administration.

Le rapport est signé par un responsable du centre agréé de formation.

§ 2. Le rapport contient au moins les éléments suivants :

- 1° la liste des candidats ayant assisté aux formations et, le cas échéant, réussi l'examen;
- 2° le taux de participation aux cours de chaque personne inscrite à la formation;
- 3° la liste des membres du jury ayant assisté aux examens;
- 4° les notes obtenues par les candidats aux différentes parties de l'examen et la moyenne calculée des différentes épreuves.

Art. 73. Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des examens, le centre agréé de formation peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

*Section 2. — Agrément des centres**Sous-section 1^{re}. — Conditions d'agrément*

Art. 74. Constitue du personnel enseignant qualifié au sens de l'article 46, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, les membres du personnel enseignant qui sont titulaires, depuis deux ans au moins, d'un agrément dans le domaine pour lequel le centre demande de pouvoir réaliser des formations.

Pour être agréé en tant que centre de formation de responsables PEB, le centre dispose de personnel enseignant qui remplit la condition visée à l'alinéa 1^{er} et qui a obtenu en outre une note supérieure ou égale à 16/20 lors de l'examen visé à l'article 58.

Pour être agréé en tant que centre de formation de certificateurs PEB d'unité résidentielle, le centre dispose de personnel enseignant qui remplit la condition visée à l'alinéa 1^{er} et qui est en outre titulaire depuis au moins deux ans, d'un agrément en tant qu'auditeur pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement obtenu en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Le personnel enseignant ne peut avoir fait l'objet, moins de trois ans avant sa désignation en tant que formateur, d'une sanction en vertu des dispositions décrétales et réglementaires applicables en matière de performance énergétique des bâtiments.

Sous-section 2. — Procédure d'agrément

Art. 75. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée à l'administration.

L'administration met à disposition un formulaire de demande.

§ 2. La demande comporte les indications suivantes :

- 1° l'identification du centre et les coordonnées de la ou des personnes qui le représentent, ainsi que sa ou leur signature;
- 2° l'identification des membres du personnel enseignant désignées par les centres, leur numéro d'agrément et leurs signatures.

§ 3. Le Ministre peut préciser la forme et le contenu du formulaire.

Art. 76. § 1^{er}. L'accusé de réception de la demande d'agrément d'un centre, visé à l'article 47, § 2, du décret, est adressé au demandeur par l'administration.

Le Ministre agrée les centres qui remplissent les conditions définies à l'article 46 du décret et à l'article 74.

§ 2. L'arrêté ministériel mentionne :

- 1° le numéro d'agrément du centre;
- 2° le numéro d'agrément des membres du personnel visés à l'article 74.

Art. 77. L'arrêté ministériel qui accorde l'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

La liste des centres de formation agréés est publiée sur le site internet de l'administration.

CHAPITRE IV. — Système de contrôle indépendant et mesures de surveillance administrative

Art. 78. Les formations permanentes visées à l'article 50 du décret sont organisées par les centres agréés visés au chapitre 3 ou l'administration.

Le Ministre peut préciser la durée, les modalités d'application et d'organisation des formations.

Art. 79. Pour l'application de l'article 51 du décret, les personnes désignées par le Gouvernement sont les fonctionnaires et agents de niveau 1 et 2+ de l'administration affectés au contrôle.

Art. 80. La décision d'imposer à un acteur agréé la correction d'un document procédural relatif aux exigences ou d'un certificat PEB erroné est prise par l'administration.

L'administration informe l'acteur agréé de l'erreur constatée, lui enjoint de la corriger dans un délai qu'il détermine.

L'acteur agréé informe la personne qui lui a commandé le document de l'erreur et lui fournit la version corrigée.

Art. 81. La décision d'imposer à l'acteur agréé de suivre une formation adéquate est prise par le Ministre.

La formation adéquate est celle que l'acteur agréé a dû suivre pour obtenir son agrément, en tout ou en partie.

Pour les auteurs d'étude de faisabilité, la formation adéquate est la formation désignée comme telle par le Ministre dans sa décision.

CHAPITRE V. — *Sanctions des acteurs agréés*

Art. 82. L'intention de sanctionner l'acteur agréé lui est notifiée par l'administration.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par l'administration, à l'acteur agréé dans les vingt jours de l'audition.

La décision de sanctionner ou non l'acteur agréé est prise par le Ministre.

La décision de suspension ou de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 83. Lorsque son agrément lui est retiré, l'acteur agréé avertit, sans délai, toutes les personnes avec lesquelles des contrats en vue de l'élaboration d'un document PEB sont en cours d'exécution.

CHAPITRE VI. — *Sanctions des centres de formation agréés*

Art. 84. L'intention de sanctionner le centre de formation agréé lui est notifiée par l'administration.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par l'administration, au centre de formation agréé dans les vingt jours de l'audition.

La décision de sanctionner ou non le centre de formation agréé est prise par le Ministre.

La décision de suspension ou de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 85. Lorsque son agrément lui est retiré, le centre de formation agréé avertit, sans délai, toutes les personnes inscrites auprès de lui pour suivre une formation.

TITRE VI. — *Manquements et amendes administratifs*

Art. 86. Pour l'application du Titre 6 du décret, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont les fonctionnaires et agents de niveau 1 et 2+ de l'administration affectés au contrôle ainsi que le bourgmestre et les fonctionnaires et agents techniques de communes qui, sur proposition du collège communal, sont spécialement désignés par le Ministre.

Art. 87. § 1^{er}. Les manquements établis à l'article 59, 1^o du décret sont punis d'une amende dont le montant est de 2 euros par mètre cube de volume construit avec un minimum de 250 euros et un maximum de 25.000 euros.

§ 2. Les manquements établis à l'article 59, 2^o, du décret, en ce qu'il concerne les procédures PEB, sont punis d'une amende dont le montant est de 2 euros par mètre cube de volume construit avec un minimum de 250 euros et un maximum de 25.000 euros.

§ 3. Les manquements établis à l'article 59, 2^o, du décret, en ce qu'il concerne les exigences PEB, sont punis d'une amende dont le montant est de :

1^o 60 euros par écart de 1 W/K dans le domaine des valeurs U et R des éléments de construction, calculé conformément à l'annexe E;

2^o 60 euros par écart de 1 W/K dans le domaine du niveau K, calculé conformément à l'annexe E;

3^o 0,24 euros par écart de 1 MJ dans le domaine du niveau E_w, calculé conformément à l'annexe E;

4^o 0,24 euros par écart de 1 MJ dans le domaine de E_{spec}, calculé conformément à l'annexe E;

5^o 0,85 euros par écart de 1 000 K.h.m³ dans le domaine de la surchauffe, calculé conformément à l'annexe E;

6^o 4 euros par écart de 1 m³/h dans le domaine des équipements de ventilation, calculé conformément à l'annexe E.

En cas de manquements cumulés, le montant de l'amende est le montant le plus élevé parmi ceux calculés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, auquel, le cas échéant, s'ajoute le montant de l'amende visé à l'alinéa 1^{er}, 6^o.

§ 4. Les manquements établis à l'article 59, 3^o, du décret sont punis d'une amende dont le montant est de :

1^o 500 euros pour tout manquement à l'obligation visée à l'article 34, § 4, du décret;

2^o 1.000 euros pour tout manquement aux articles 34, §§ 1^{er} et 3, alinéa 5, et 35, du décret.

Art. 88. Si, dans les trois ans à compter de la décision d'infliger l'amende, un nouveau manquement est constaté à charge d'un même contrevenant, les montants visés à l'article 87 sont doublés, sans qu'ils ne puissent dépasser 50.000 euros.

Art. 89. L'autorité qui dresse procès-verbal conformément à l'article 62 du décret en informe immédiatement le contrevenant

TITRE VII. — *Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 90. § 1^{er}. Pour toute procédure PEB à introduire pendant les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, le responsable PEB peut être un responsable PEB agréé sur la base des articles 237/19, § 1^{er}, deuxième tiret et 550 du CWATUPE.

§ 2. Les personnes physiques agréées responsables PEB sur la base des articles 237/19, § 1^{er}, deuxième tiret, et 550, du CWATUPE peuvent obtenir l'agrément en qualité de responsable PEB, sans devoir suivre la formation visée à l'article 56 aux conditions suivantes :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avoir réalisé l'ensemble d'une mission PEB, comprenant l'établissement d'un engagement PEB, d'une déclaration PEB initiale et d'une déclaration PEB finale au sens de l'article 237/1, 10°, 11° et 12°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

2° avoir réalisé la mission PEB visée au 1° dans le respect des dispositions décrétales et réglementaires applicables;

3° avoir réussi un examen sanctionnant une connaissance des exigences, des procédures et des outils applicables en vertu des dispositions décrétales et réglementaires en vigueur en matière de performance énergétique des bâtiments.

L'agrément visé à l'alinéa 1^{er} est sollicité auprès de l'administration dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'administration vérifie le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et autorise le candidat à présenter l'examen visé à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Le Ministre agréé les candidats qui remplissent les conditions définies au paragraphe 2.

La décision d'agrément mentionne le numéro d'agrément.

La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 14 et 32 du décret.

§ 3. L'examen visé au § 2, alinéa 1^{er}, 3°, et à l'article 69, § 2, 3°, du décret est un examen écrit dont la réussite est conditionnée par une note supérieure ou égale à 12,00/20.

L'examen permet d'apprécier la compréhension théorique et pratique des éléments visés à l'article 56.

L'examen est organisé par l'administration ou par des centres agréés.

Le Ministre peut préciser le contenu, les modalités d'organisation et de participation à l'examen.

§ 4. Les personnes morales agréées responsables PEB sur la base des articles 237/19, § 1^{er}, deuxième tiret, et 550, du CWATUPE disposent de l'agrément en qualité de responsable PEB au sens du présent arrêté lorsqu'elles communiquent à l'administration, dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'identité et le numéro d'agrément du responsable PEB faisant partie de son personnel.

Le Ministre agréé les candidates qui remplissent les conditions définies à l'alinéa 1^{er}.

La décision d'agrément mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° le numéro d'agrément des responsables PEB personnes physiques qui font partie du personnel de la personne morale.

La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 14 et 32 du décret.

Art. 91. Pour l'application de l'article 74, alinéa 1^{er} et 2, en ce qu'il concerne l'agrément des centres de formation de responsables PEB, le personnel enseignant qualifié peut aussi être puisé parmi les responsables PEB agréés ayant obtenu une note supérieure ou égale à 16,00/20 lors de l'examen visé à l'article 90, § 3.

Art. 92. Disposent d'un agrément d'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique les personnes titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 551 du CWATUPE.

Art. 93. Disposent d'un agrément de certificateur PEB d'unité résidentielle les personnes titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 583 du CWATUPE ou sur la base de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2009 relatif à la certification des bâtiments résidentiels existants.

Disposent d'un agrément de certificateur PEB d'unité non résidentielle les personnes titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 618 du CWATUPE.

Disposent d'un agrément de certificateur PEB de bâtiment public les personnes titulaires, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 647 du CWATUPE.

Art. 94. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 74, alinéa 1^{er}, en ce qu'il concerne l'agrément des centres de formation de certificateurs PEB d'unité résidentielle, le personnel enseignant qualifié peut aussi être puisé parmi les personnes visées à l'article 93, alinéa 1^{er}, lorsqu'elles disposent, depuis deux ans au moins, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 583 du CWATUPE ou sur la base de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2009 relatif à la certification des bâtiments résidentiels existants.

§ 2. Pour l'application de l'article 74, alinéa 3, le personnel enseignant qualifié peut aussi être puisé parmi les auditeurs figurant dans la réserve visée à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

§ 3. Pour l'application de l'article 74, alinéa 1^{er}, en ce qu'il concerne l'agrément des centres de formation de certificateurs PEB d'unité non résidentielle, le personnel enseignant qualifié peut aussi être puisé parmi les personnes visées à l'article 93, alinéa 2, lorsqu'elles disposent, depuis deux ans au moins, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 618 du CWATUPE.

§ 4. Pour l'application de l'article 74, alinéa 1^{er}, en ce qu'il concerne l'agrément des centres de formation de certificateurs PEB de bâtiment public, le personnel enseignant qualifié peut aussi être puisé parmi les personnes visées à l'article 93, alinéa 3, lorsqu'elles disposent, depuis deux ans au moins, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 647 du CWATUPE.

Art. 95. Pour l'application de l'article 35, alinéa 1^{er} du décret, le certificat PEB de bâtiment public est affiché au plus tard :

1° lorsque l'autorité visée à l'article 50, 1°, occupe le bâtiment lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les vingt-quatre mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° lorsque l'autorité visée à l'article 50, 2°, occupe le bâtiment lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les trente-six mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

3° dans les quinze mois de l'occupation lorsque le début de l'occupation du bâtiment par l'autorité publique est postérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, le certificat PEB de bâtiment public est affiché au plus tard dans les trente-six mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, lorsque le bâtiment est destiné aux activités d'enseignement ou à l'accueil de la petite enfance.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 96. Dans l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2012, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application de l'article 21, 2°, le personnel enseignant peut aussi être puisé dans la réserve constituée par le Ministre. ».

Art. 97. Dans l'arrêté du gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 101/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 101/1. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider de l'octroi ou du refus des agréments suivants, instaurés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments :

1° responsable PEB;

2° certificateur PEB;

3° auteur d'étude de faisabilité. »;

2° l'article 101/2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 101/2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus de l'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative organisée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. ».

CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

Art. 98. Sont abrogés :

1° les articles 530 à 668 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

2° l'arrêté du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicable en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments ;

3° les articles 4, 6 et 7 de l'arrêté du 18 juin 2009 relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du CWATUP, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

4° l'arrêté du 3 décembre 2009 relatif à la certification des bâtiments résidentiels existants;

5° l'arrêté du 17 février 2011 relatif à la méthode de calcul alternative des concepts ou technologies novateurs;

6° l'arrêté du 25 août 2011 relatif à la certification des bâtiments neufs;

7° l'arrêté du 20 octobre 2011 relatif à la certification des bâtiments non résidentiels existants;

8° l'arrêté du 24 novembre 2011 relatif à la certification des bâtiments publics.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 99. Le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments entre en vigueur à la même date que le présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 34, § 4, du décret PEB entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 100. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2015.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 48 et 49 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le chapitre 10.3.3.3 de l'annexe A 1 peut être appliqué lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est comprise entre le 1^{er} mai 2010 et le 1^{er} mai 2015.

Art. 101. Le Ministre du Développement durable est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27210]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 3, Absatz 4, 4, § 2, 6, 7, § 1, Absatz 1, § 2, Absatz 2 und 4 und § 3, Absatz 3, 10, Absatz 2, 11, § 1, 12, § 2, 13, 14, 15, § 2, Absatz 2, 16, § 1, Absatz 2 und 3 und § 2, Absatz 2 und 3, 17, § 1, Absatz 2 und § 2, 18, § 1 Absatz 2 und § 2, 20, § 1, 21, § 1, 28, § 1, Absatz 3 und § 2, Absatz 3, 30, § 5, Absatz 2 und 3, 31, § 2 und § 3, Absatz 2, 32, Absatz 2, 33, Absatz 4, 34, § 1, Absatz 2, § 2, Absatz 2, § 3, Absatz 2, 3 und 5, und § 4, Absatz 3, 35, Absatz 3, 36, Absatz 2, 37, 39, Absatz 2, 40, § 2, 41, § 1, 42, § 1, 43, §§ 1 und 2, 45, 46, § 2, Absatz 2, 47, § 1 und § 2, Absatz 2 und 3, 49, 50, 51, Absatz 1 und 2, 52, Absatz 2, 53, 54, 56, Absatz 1, 4, 6 und 7, 57, 58, Absatz 1 und 4, 60, Absatz 2, 61, Absatz 1, 67, Absatz 2 und 73 ;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtenerteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 2009 über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 über die alternative Berechnungsmethode für innovative Konzepte oder Technologien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. August 2011 über die Zertifizierung der neuen Gebäude;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2011 über die Zertifizierung der bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. November 2011 über die Zertifizierung der öffentlichen Gebäude;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung;

Aufgrund des am 17. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Mai 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. März 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 12/2014;

Aufgrund des am 24. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1174;

Aufgrund des Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung vom 16. April 2014;

Aufgrund des am 7. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 56.023/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeine Bestimmung und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden folgende Bestimmungen teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie Nr. 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

2° die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2° "UBAtc": die "Union belge pour l'Agrément technique de la construction";

3° "ATG-E": die von der UBAtc erteilte energetische Kennzeichnung;

4° Verwaltung: der öffentliche Dienst der Wallonie, die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen, Direktion Nachhaltiges Bauwesen;

5° U-Wert: der Wärmedurchgangskoeffizient eines Bauelements, der nach dem in Artikel 3 erwähnten Verfahren berechnet wird;

6° R-Wert: der Wärmewiderstand eines Bauelements, der nach dem in Artikel 3 erwähnten Verfahren berechnet wird;

7° E_w -Wert: der Wert des Primärenergieverbrauchs einer PEB-Einheit, der nach dem in Artikel 3 erwähnten Verfahren berechnet wird;

8° E_{spec} : der jährliche spezifische Primärenergieverbrauch einer PEB-Einheit, der nach dem in Artikel 3 erwähnten Verfahren berechnet wird;

9° K-Wert: der Wert der globalen Wärmedämmung eines Gebäudes oder Gebäudeteils, der nach dem in Artikel 3 erwähnten Verfahren berechnet wird;

10° Dekret: das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

11° Zugelassener Akteur: der Akteur, der gemäß den Anforderungen des vorliegenden Erlasses zugelassen wird;

12° CoDT: Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung.

TITEL II — Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. 3 - Die Energieeffizienz von Gebäuden wird anhand von den in Artikel 20, § 4 und 38 des Dekrets erwähnten Computerprogrammen auf der Grundlage der in den Anlagen A1, A2, B1, B2 und D bestimmten Methode berechnet.

Die in Absatz 1 erwähnten Programme sowie die in den Artikeln 14 und 32 des Dekrets erwähnten Datenbanken werden der Verwaltung zur Verfügung gestellt.

KAPITEL II — Alternative Berechnungsmethoden

Abschnitt 1 — Konzepte oder Technologien, die in der Berechnungsmethode nicht berücksichtigt werden

Art. 4 - Neben den in Artikel 7, § 2 des Dekrets erwähnten Bedingungen wird die Anwendung einer alternativen Berechnungsmethode erlaubt, wenn das Konzept oder die Technologie über eine ATG-E oder über jegliche sonstige energetische Charakterisierung, die vom Minister als gleichwertig betrachtet wird, verfügt.

Art. 5 - § 1. Der Antrag auf eine Erlaubnis für die Anwendung einer alternativen Berechnungsmethode wird nach dem vom Minister bestimmten Modalitäten bei der Verwaltung eingereicht.

Die Antragsakte enthält mindestens:

1° die Namen, Vornamen, Wohnsitz und Beruf des Antragsstellers, oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre Rechtsform, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsname, ihren Gesellschaftssitz, sowie die näheren Angaben und die Eigenschaft des Unterzeichners des Antrags;

2° eine Abschrift der ATG-E oder der in Artikel 4 erwähnten Charakterisierung;

3° eine ausführliche Beschreibung der technischen Eigenschaften des Konzepts oder der Technologie.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsunterlagen vollständig oder unvollständig sind.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass die auf das Verfahren anwendbaren Fristen ab dem Tag der Zustellung dieser Unterlagen berechnet werden.

§ 3. Der Minister entscheidet über den Antrag. Wenn er seine Erlaubnis erteilt, dann bestimmt er deren Gültigkeitsdauer und legt er die Modalitäten für die Eingabe der Daten in das Computerprogramm fest.

Die Entscheidung wird dem Antragsteller innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung, durch die mitgeteilt wird, dass die Antragsunterlagen vollständig sind, zugestellt.

Die Entscheidung wird auf den Webseiten der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 6. Wenn die Berechnungsmethode das Konzept oder die Technologie berücksichtigt, setzt der Minister der Erlaubnis ein Ende.

Die alternative Methode kann jedoch bis zum Ende des PEB-Verfahrens weiterhin angewandt werden, wenn die Empfangsbestätigung des Genehmigungsantrags vor der Berücksichtigung des Konzepts oder der Technologie in der Berechnungsmethode ausgestellt worden ist.

Art. 7 - Die Erlaubnis kann von dem Minister entzogen werden, wenn eine der in Artikel 4 erwähnten Bedingungen fehlt.

Abschnitt 2 — Gebäude, bei dem ein oder mehrere Baukonzepte oder -technologien, die in der Berechnungsmethode nicht berücksichtigt werden, angewandt werden

Art. 8 - § 1. Der Antrag auf eine Erlaubnis für die Anwendung einer alternativen Berechnungsmethode wird nach dem vom Minister bestimmten Modalitäten bei der Verwaltung eingereicht.

Die Antragsakte enthält mindestens:

1° die Namen, Vornamen, Wohnsitz und Beruf des Antragsstellers, oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre Rechtsform, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsname, ihren Gesellschaftssitz, sowie die näheren Angaben und die Eigenschaft des Unterzeichners des Antrags;

2° eine genaue Identifizierung des betreffenden Gebäudes;

3° eine ausführliche Beschreibung der technischen und energetischen Eigenschaften des bzw. der in Artikel 7, § 2 des Dekrets erwähnten Konzepts oder Technologien, die in dem Gebäude zur Anwendung gelangen;

4° die Berechnung der Energieeffizienz des betreffenden Gebäudes nach der alternativen Berechnungsmethode, die vom Antragsteller beantragt wurde, zusammen mit einer ausführlichen Begründungsnotiz, die mindestens Folgendes umfasst:

a) die allgemeinen Hypothesen, die auf das Gebäude angewandt werden;

b) die Identifizierung des bzw. der benutzten Bewertungsmittel;

c) die Schlussfolgerungen des Vergleichs der Ergebnisse, mit und ohne Anwendung des bzw. der innovativen Baukonzepts oder Technologien, sowie die für das betroffene Gebäude erreichte Gesamteinsparung von Primärenergie;

5° ggf. eine Darstellung von ähnlichen Fällen, insbesondere mit technischen Informationen und bibliographischen Angaben.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsunterlagen vollständig oder unvollständig sind.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass die auf das Verfahren anwendbaren Fristen ab dem Tag der Zustellung dieser Unterlagen berechnet werden.

§ 3. Der Minister entscheidet über den Antrag. Wenn er seine Erlaubnis erteilt, dann legt er die Modalitäten für die Eingabe der Daten in das Computerprogramm fest.

Die Entscheidung wird dem Antragsteller innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung, durch die mitgeteilt wird, dass die Akte vollständig ist, zugestellt.

TITEL III — Anforderungen an die Energieeffizienz von Gebäuden

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 9 - Für die Anwendung von Artikel 10, Absatz 1, 3° des Dekrets gelten als Einheiten, die unter normalen Betriebsbedingungen einen niedrigen Energiebedarf aufweisen, die Industrieeinheiten, Werkstätten und landwirtschaftlichen Einheiten ohne Wohnfunktion, die nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert werden, oder deren Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung oder der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte oder klimatisierte Volumen, kleiner ist als 15 W/m^3 wobei die Gesamtleistung für die Heizung oder die Klimatisierung getrennt berechnet werden.

KAPITEL II — Mindestanforderungen an die Energieeffizienz

Abschnitt 1 — Bau und Wiederaufbau

Art. 10 - § 1. Die Wohneinheiten, die zur individuellen Bewohnung bestimmt sind, haben bei ihrem Bau oder Wiederaufbau den folgenden Anforderungen zu genügen:

1° die Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;

2° Der E_W -Wert liegt nicht über 80;

3° der E_{Spec} liegt nicht über 130 Kwh/Jahr;

4° die Belüftung genügt den in der Anlage C 2 bestimmten Anforderungen, mit Ausnahme derjenigen der eventuellen Räumlichkeiten für Büros oder Dienstleistungen, die den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen genügt;

5° der Indikator des in der Anlage A erwähnten Überhitzungsrisikos wird auf 6 500 K.h. begrenzt.

Der K-Wert des Volumens des Gebäudes oder Gebäudeteils liegt nicht über 35.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird der für Büros oder Dienstleistungen bestimmte Teil einer Wohneinheit, die zur individuellen Bewohnung bestimmt ist, zum Zeitpunkt des Baus oder Wiederaufbaus als Einheit für Büros oder Dienstleistungen betrachtet, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der für Büros oder Dienstleistungen genutzte Teil beträgt mehr als 40% des globalen geschützten Volumens;

2° der für Büros oder Dienstleistungen genutzte Teil hat ein geschütztes Volumen von mehr als 800 m^3 .

Art. 11 - Die Einheiten für Büros oder Dienstleistungen sowie die Einheiten für den Unterricht haben bei ihrem Bau oder Wiederaufbau den folgenden Anforderungen zu genügen:

1° die Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;

2° Der E_W -Wert liegt nicht über 80;

3° die Belüftung genügt den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen.

Der K-Wert des Volumens des Gebäudes oder Gebäudeteils liegt nicht über 35.

Art. 12 - § 1. Die Industrieeinheiten haben bei ihrem Bau oder Wiederaufbau den folgenden Anforderungen zu genügen:

1° die Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;

2° die Belüftung der Räumlichkeiten für Büros oder Dienstleistungen genügt den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen.

Der K-Wert des Volumens des Gebäudes oder Gebäudeteils liegt nicht über 55.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird der für Büros oder Dienstleistungen bestimmte Teil einer Industrieinheit zum Zeitpunkt des Baus oder Wiederaufbaus als Einheit für Büros oder Dienstleistungen betrachtet, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der für Büros und Dienstleistungen genutzte Teil beträgt mehr als 40% des globalen geschützten Volumens;

2° der für Büros und Dienstleistungen genutzte Teil hat ein geschütztes Volumen von mehr als 800 m^3 .

Art. 13 - § 1. Die Einheiten mit einer anderen Zweckbestimmung sowie die Wohneinheiten, die zur gemeinschaftlichen Bewohnung bestimmt sind, haben bei ihrem Bau oder Wiederaufbau den folgenden Anforderungen zu genügen:

1° die Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;

2° die Belüftung genügt den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen.

Der K-Wert des Volumens des Gebäudes oder Gebäudeteils liegt nicht über 35.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird der für Büros oder Dienstleistungen bestimmte Teil einer Einheit einer anderen Zweckbestimmung sowie einer Wohneinheit, die zur gemeinschaftlichen Bewohnung bestimmt ist, zum Zeitpunkt des Baus oder Wiederaufbaus als Einheit für Büros oder Dienstleistungen betrachtet, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der für Büros und Dienstleistungen genutzte Teil beträgt mehr als 40% des globalen geschützten Volumens;

2° der für Büros und Dienstleistungen genutzte Teil hat ein geschütztes Volumen von mehr als 800 m^3 .

Art. 14 - Die jeweils in den Artikeln 10 bis 13 erwähnten Anforderungen sowie die in den Artikeln 23 und 24 des Dekrets erwähnten Verfahren finden Anwendung auf die Handlungen und Arbeiten zum teilweisen Wiederaufbau und zum Ausbau eines Gebäudes oder einer Einheiten, die darin bestehen :

- 1° ein geschütztes Volumen von mehr als 800 m³ zu schaffen;
- 2° das bestehende geschützte Volumen mindestens zu verdoppeln;
- 3° die durch die Berechnungsmethode vorgesehenen Anlagen und mindestens 75% der Gebäudehülle zu ersetzen.

Abschnitt 2 — Umfassende Renovierung

Art. 15 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 19 haben die Wohneinheiten, die zur individuellen Bewohnung bestimmt sind und Gegenstand einer umfassenden Renovierung sind, für den renovierten Teil den folgenden Anforderungen zu genügen:

- 1° die veränderten oder hinzugefügten Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;
- 2° die Belüftung genügt den in der Anlage C 2 bestimmten Anforderungen, mit Ausnahme derjenigen der eventuellen Räumlichkeiten für Büros oder Dienstleistungen, die den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen genügt.

§ 2. Im Rahmen von Paragraph 1, 2° sind auf die bestehenden Räume, in denen Fensterrahmen oder äußere Türrahmen eingesetzt oder ersetzt werden, nur die Lüftungsanforderungen bezüglich der Luftzuführungen anzuwenden.

Art. 16 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 19 haben die Einheiten für Büros und Dienstleistungen, die Einheiten für den Unterricht, die Einheiten mit einer anderen Zweckbestimmung sowie die Wohneinheiten, die zur gemeinschaftlichen Bewohnung bestimmt sind und Gegenstand einer umfassenden Renovierung sind, für den renovierten Teil den folgenden Anforderungen zu genügen:

- 1° die veränderten oder hinzugefügten Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;
- 2° die Belüftung genügt den in der Anlage C 3 bestimmten Anforderungen.

§ 2. Im Rahmen von Paragraph 1, 2° sind auf die bestehenden Räume, in denen Fensterrahmen oder äußere Türrahmen eingesetzt oder ersetzt werden, nur die Lüftungsanforderungen bezüglich der Luftzuführungen anzuwenden.

Abschnitt 3 — Einfache Renovierung

Art. 17 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 19 haben die Wohneinheiten, die zur individuellen Bewohnung bestimmt sind und Gegenstand einer einfachen Renovierung sind, für den renovierten Teil den folgenden Anforderungen zu genügen:

- 1° die veränderten oder hinzugefügten Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;
- 2° die Belüftung genügt den in der Anlage C 2 bestimmten Anforderungen.

§ 2. Im Rahmen von Paragraph 1, 2° sind auf die bestehenden Räume, in denen Fensterrahmen oder äußere Türrahmen eingesetzt oder ersetzt werden, nur die Lüftungsanforderungen bezüglich der Luftzuführungen anzuwenden.

Art. 18 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 19 haben die Einheiten für Büros und Dienstleistungen, die Einheiten für den Unterricht, die Einheiten mit einer anderen Zweckbestimmung sowie die Wohneinheiten, die zur gemeinschaftlichen Bewohnung bestimmt sind und Gegenstand einer einfachen Renovierung sind, für den renovierten Teil den folgenden Anforderungen zu genügen:

- 1° die veränderten oder hinzugefügten Bauelemente genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;
- 2° die Belüftung genügt den in der Anlage C 3 bestimmten Lüftungsanforderungen.

§ 2. Im Rahmen von Paragraph 1, 2° sind auf die bestehenden Räume, in denen Fensterrahmen oder äußere Türrahmen eingesetzt oder ersetzt werden, nur die Lüftungsanforderungen bezüglich der Luftzuführungen anzuwenden.

Abschnitt 4 — Änderung der Zweckbestimmung

Art. 19 - § 1. Die PEB-Einheiten, die eine neue Zweckbestimmung erhalten, sind folgenden Anforderungen unterworfen, wenn entgegen der vorherigen Situation Energie verbraucht wird, um den Bedürfnissen von Personen gerecht zu werden, um eine spezifische Innenraumtemperatur zu erreichen:

- 1° der Wert der Gesamtwärmedämmung der PEB-Einheit ist niedriger oder gleich K 65;
- 2° die Bauelemente, die Gegenstand von Veränderungen sind, genügen den in der Anlage C 1 bestimmten Werten U und R;
- 3° die Belüftung genügt den Anforderungen, die je nach der neu zugewiesenen Zweckbestimmung der PEB-Einheit in Anlage C 2 oder C 3 bestimmt wird.

§ 2. Die Industrieinheiten, die eine Zweckbestimmung zur individuellen Bewohnung, für Büros und Dienstleistungen oder für den Unterricht erhalten, unterliegen den Anforderungen von Paragraph 1.

KAPITEL III — Verfahrensdokumentation in Bezug auf die PEB-Anforderungen

Art. 20 - Der Zugang zu der in Artikel 14 des Dekrets erwähnten Datenbank ist begrenzt:

- 1° für die PEB-Verantwortlichen und die Autoren einer Machbarkeitsstudie, auf die Akten, die sie verwalten;
- 2° für die Gemeinden, auf die Akten, die Projekte auf ihrem Gebiet betreffen;
- 3° für die beauftragten Beamten im Sinne der Artikel 389 und 390 des CWATUPE, auf die Akten im Rahmen von Projekten, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen.

Der Zugang zur Datenbank wird von der Verwaltung gewährt.

Art. 21 - Die Verfahrensdokumentation in Bezug auf die PEB-Anforderungen wird anhand von Formularen oder Computerprogrammen erstellt, die von der Verwaltung zur Verfügung gestellt werden.

Der Minister kann die Form und den Inhalt der Dokumente bestimmen.

Art. 22 - § 1. Die in Artikel 15 des Dekrets erwähnte technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie zieht mindestens die Möglichkeit der Anwendung folgenden Technologien in Betracht:

- 1° die photovoltaischen Solaranlagen;
- 2° die thermischen Solaranlagen;
- 3° die Wärmepumpen;
- 4° die Wärmeerzeuger, die mit der Biomasse funktionieren;
- 5° die Wärmenetze.

§ 2. Außer den in Artikel 15, § 2 des Dekrets angeführten Elementen enthält die Machbarkeitsstudie mindestens:

- 1° eine Darstellung des betreffenden Gebäudes, einschließlich seiner gesamten Nutzfläche und seines Energiebedarfs;
- 2° eine zusammenfassende Tabelle der Arbeitshypothesen bezüglich der in Betracht gezogenen Technologien;
- 3° die Analyse der in Betracht gezogenen Technologien, insbesondere ihre Beschreibung, ihre technische Anwendung in dem Gebäude, ihre Relevanz und, für die Technologie(n), deren Anwendung möglich ist und berücksichtigt wird, ihre Energie-, wirtschaftliche und Umweltbilanz;
- 4° die Wahl der berücksichtigten Technologie(n) und deren Begründung;
- 5° die "PEB"-Aktенnummer;
- 6° die Identität und die Personalien des Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 7° die Referenzen der Zulassung des Autors der Machbarkeitsstudie;
- 8° das Datum;
- 9° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des Autors der Machbarkeitsstudie.

§ 3. Der Minister kann je nach der Größe oder der Zweckbestimmung des Gebäudes den Inhalt der Machbarkeitsstudie näher bestimmen, ergänzen oder differenzieren.

Art. 23 - Außer den in Artikel 16, § 1 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst die ursprüngliche PEB-Erklärung:

- 1° die "PEB"-Aktенnummer;
- 2° die Identität und die Personalien des PEB-Erklärungspflichtigen, des Architekten und des PEB-Verantwortlichen;
- 3° die Zulassungsreferenzen des "PEB"-Verantwortlichen;
- 4° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 5° die Daten zur Begründung der Art der Bauarbeiten und der anwendbaren Technologien;
- 6° die auf jede Einheit oder jeden Gebäudeteil je nach ihrer Zweckbestimmung und je nach den Arbeiten anwendbaren Anforderungen;
- 7° das Datum;
- 8° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des PEB-Verantwortlichen;
- 9° die Anschrift und die Katasternummer des betroffenen Grundstücks oder Gebäudes.

Art. 24 - Außer den in Artikel 16, §2 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst die vereinfachte PEB-Erklärung:

- 1° die Identität und die Personalien des PEB-Erklärungspflichtigen und des Architekten;
- 2° die Art der Arbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes, einschließlich ggf. deren eventuell geplante Änderung;
- 3° die Daten zur Begründung der Art der Bauarbeiten und der anwendbaren Technologien;
- 4° die auf jede Einheit oder jeden Gebäudeteil je nach ihrer Zweckbestimmung und je nach den Arbeiten anwendbaren Anforderungen;
- 5° eine Tabelle der U-Werte der Bauelemente, die Gegenstand von Renovierungsarbeiten sind;
- 6° eine Tabelle mit dem Volumenstrom der Belüftung der betroffenen Räume;
- 7° wenn es sich um eine Änderung der Zweckbestimmung im Sinne von Artikels 19 handelt, eine Berechnung des Niveaus K;
- 8° das Datum;
- 9° die Unterschrift des PEB-Erklärungspflichtigen und des Architekten.

Art. 25 - Außer den in Artikel 17 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst die vorläufige PEB-Erklärung:

- 1° die "PEB"-Aktенnummer;
- 2° die Identität und die Personalien des PEB-Erklärungspflichtigen, des Architekten und des "PEB"-Verantwortlichen;
- 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen;
- 4° ggf. eine Abschrift der in den Artikeln 5 oder 8 erwähnten Entscheidung;
- 5° das Datum;
- 6° die Unterschrift des Erklärungspflichtigen und des PEB-Verantwortlichen.

Art. 26 - Außer den in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst die endgültige PEB-Erklärung:

- 1° die "PEB"-Aktенnummer;
- 2° die Identität und die Personalien des PEB-Erklärungspflichtigen, des Architekten und des PEB-Verantwortlichen;
- 3° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen;

- 4° ggf. eine Abschrift der in den Artikeln 5 oder 8 erwähnten Entscheidung;
- 5° das Datum;
- 6° die Unterschrift des Erklärungsspflichtigen und des PEB-Verantwortlichen;
- 7° die Anschrift und die Katastrnummer des betroffenen Grundstücks oder Gebäudes.

Art. 27 - § 1. Die in Artikel 19, § 2 des Dekrets erwähnte Abtretung der Genehmigung wird der Verwaltung mitgeteilt.

§ 2. Diese Mitteilung umfasst mindestens folgende Angaben:

- 1° den Namen des Überlassenden und seine Unterschrift;
- 2° den Namen des Übernehmers und seine Unterschrift;
- 3° den ausdrücklichen Willen des Überlassenden und des Übernehmers, die Eigenschaft des PEB-Erklärungsspflichtigen auf den Übernehmer zu übertragen;
- 4° die Bezugsnummer der PEB-Akte;
- 5° die Zulassungsnummer des PEB-Verantwortlichen;
- 6° das Datum der Abtretung der Genehmigung.

§ 3. Der PEB-Verantwortliche verwendet für die Notifizierung das Formular, das ihm von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird.

Art. 28 - Die Unterlagen in Zusammenhang mit den PEB-Verfahren und -Anforderungen werden der Verwaltung von dem PEB-Verantwortlichen, dem Autor der Machbarkeitsstudie oder dem PEB-Erklärungsspflichtigen übermittelt.

KAPITEL IV — *PEB-Verfahren*

Art. 29 - Das in den Artikeln 23, § 2, 25, § 2 et 27, Absatz 2 des Dekrets erwähnte Rechtfertigungsschreiben beinhaltet mindestens die folgenden Informationen:

- 1° die Anschrift des Gebäudes;
- 2° den Namen des PEB-Erklärungsspflichtigen;
- 3° die anwendbare Abweichung und deren konkrete Rechtfertigung.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des Rechtfertigungsschreibens bestimmen.

Art. 30 - § 1. Die in Artikel 28, § 2 des Dekrets erwähnte Übertragung der Eigenschaft eines PEB-Erklärungsspflichtigen wird der Verwaltung mitgeteilt.

§ 2. Diese Mitteilung umfasst mindestens folgende Angaben:

- 1° den Namen des Verkäufers und seine Unterschrift;
- 2° den Namen des Erwerbers und seine Unterschrift;
- 3° den ausdrücklichen Willen der Parteien, die Eigenschaft des PEB-Erklärungsspflichtigen auf den Erwerber zu übertragen;
- 4° die Bezugsnummer der PEB-Akte;
- 5° das Datum der Vereinbarung, durch welche die Abtretung erfolgt;
- 6° die in Artikel 17 des Dekrets erwähnte vorläufige PEB-Erklärung.

§ 3. Der Verkäufer und der Erwerber verwenden für die Notifizierung das Formular, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird.

TITEL IV — *Ausweise über die Energieeffizienz von Gebäuden*

KAPITEL I — *Regelung der Ausstellung von Ausweisen*

Abschnitt 1 — Kategorien von PEB-Ausweisen

Art. 31 - Es gibt drei Kategorien von PEB-Ausweisen:

- 1° die PEB-Ausweise für Wohneinheiten;
- 2° die PEB-Ausweise für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten;
- 3° die PEB-Ausweise für öffentliche Gebäude zwecks der Bekanntmachung durch Anschlag.

Art. 32 - Die PEB-Ausweise für Wohneinheiten werden entweder von einem zugelassenen PEB-Verantwortlichen oder von einem zugelassenen Aussteller von PEB-Ausweisen für Wohneinheiten ausgestellt.

Die PEB-Ausweise für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten werden entweder von einem zugelassenen PEB-Verantwortlichen oder von einem zugelassenen Aussteller von PEB-Ausweisen für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten ausgestellt.

Die PEB-Ausweise für öffentliche Gebäude werden von einem zugelassenen, entweder externen oder internen Aussteller von PEB-Ausweisen für öffentliche Gebäude ausgestellt.

Art. 33 - Im Hinblick auf deren Zertifizierung kann der Minister Unterkategorien von PEB-Wohneinheiten, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Einheiten oder öffentlichen Gebäuden je nach ihren besonderen Merkmalen oder ihrem Energieverbrauch festlegen.

Art. 34 - Der PEB-Ausweis wird auf der Grundlage der in Artikel 3 erwähnten Berechnungsmethode ausgestellt und ergibt sich aus der Anwendung der in den Artikeln 20, § 4 oder 38 des Dekrets erwähnten Computerprogramme.

Art. 35 - Der Minister legt ein Muster des PEB-Ausweises für jede Kategorie und Unterkategorie fest.

Abschnitt 2 — Inhalt der PEB-Ausweise

Art. 36 - Außer den in Artikel 30, § 2 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst der PEB-Ausweis die folgenden Informationen:

- 1° die Adresse des Gebäudes oder der PEB-Einheit;
- 2° ggf. die Bezugsnummer und das Datum der Ausstellung der Baugenehmigung, der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, durch die der Bau genehmigt wurde;
- 3° ein Außenfoto des betreffenden Gebäudes, auf dem die betreffende PEB-Einheit identifiziert wird;
- 4° die Version des verwendeten Berechnungsprogramms und ggf. der angewandten Vorgehensweise für die Datensammlung;
- 5° der einzige Code des Ausweises;
- 6° der Preis des Ausweises, es sei denn, es handelt sich um einen Ausweis für öffentliche Gebäude zwecks der Bekanntmachung durch Anschlag, der von einem internen Ausweisaussteller ausgestellt worden ist, oder um einen im Anschluss an ein PEB-Verfahren ausgestellten Ausweis;
- 7° das Datum der Ausstellung des Ausweises;
- 8° die Identifizierung und Zulassungsnummer des PEB-Ausweisausstellers oder -Verantwortlichen sowie seine Unterschrift.

Art. 37 - Der PEB-Ausweis für Wohneinheiten umfasst zudem:

- 1° die Energieklasse der Einheit;
- 2° der theoretische gesamte Primärenergieverbrauch der Einheit;
- 3° der spezifische Primärenergieverbrauch der Einheit;
- 4° ggf. die Bezugsnummer des in Artikel 31, § 1 des Dekrets erwähnten Teilberichts.

Art. 38 - Der PEB-Ausweis für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten umfasst zudem:

- 1° die Energieklasse der Einheit;
- 2° der theoretische gesamte Primärenergieverbrauch der Einheit;
- 3° der spezifische Primärenergieverbrauch der Einheit.

Art. 39 - der PEB-Ausweis für öffentliche Gebäude zwecks der Bekanntmachung durch Anschlag enthält außerdem einen oder mehrere von dem Minister bestimmte Verbrauchsmesser.

Art. 40 - Der Minister kann den Inhalt des PEB-Ausweises ergänzen, um die in Artikel 30, § 3 des Dekrets erwähnten Informationen sowie jeweils spezifische Indikatoren für die Kategorien und Unterkategorien oder Informationen über die Einhaltung der Anforderungen darin aufzunehmen.

Unterabschnitt 3 — Teilbericht

Art. 41 - Der in Artikel 31, § 1 des Dekrets erwähnte Teilbericht wird von einem zugelassenen Aussteller von PEB-Ausweisen für Wohneinheiten oder von einem zugelassenen PEB-Verantwortlichen ausgestellt.

Der Teilbericht ist das Ergebnis der Anwendung des in den Artikeln 20, § 4 oder 38 des Dekrets erwähnten Computerprogramms.

Art. 42 - § 1. Außer den in Artikel 31, § 1 des Dekrets erwähnten Elementen umfasst der Teilbericht die folgenden Elemente:

- 1° die Anschrift der durch den Teilbericht betroffenen Gebäude oder PEB-Einheiten;
- 2° ggf. die Bezugsnummer und das Datum der Ausstellung der Baugenehmigung, der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, durch welche der Bau genehmigt wurde;
- 3° die Version des verwendeten Berechnungsprogramms und ggf. der angewandten Vorgehensweise für die Datensammlung;
- 4° der einzige Code des Teilberichts;
- 5° der Preis des Teilberichts, es sei denn, es handelt sich um einen im Anschluss an ein PEB-Verfahren für den Bau erstellten PEB-Ausweis;
- 6° das Datum der Erstellung des Teilberichts;
- 7° die Identifizierung und Zulassungsnummer des PEB-Ausweisausstellers oder -Verantwortlichen sowie seine Unterzeichnung;

§ 2. Der Minister kann den Inhalt des Teilberichts ergänzen, um spezifische Indikatoren darin aufzunehmen.

Der Minister legt das Muster des Teilberichts fest.

Abschnitt 4 — Gültigkeit und Erneuerung

Art. 43 - Mit Ausnahme der Ausweise für öffentliche Gebäude werden die PEB-Ausweise hinfällig, wenn die betroffene PEB-Einheit oder das betroffene Gebäude Gegenstand entweder eines PEB-Ausweises bzw. eines späteren Teilberichts oder von Handlungen oder Arbeiten gemäß Art. 23 bis 27 des Dekrets gewesen ist.

Art. 44 - Wenn ein PEB-Ausweis auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, ist seine Erneuerung von einem zugelassenen PEB-Ausweisaussteller vorzunehmen, der das in Artikel 38 des Dekrets genannte Computerprogramm anwendet.

Abschnitt 5 — Datennutzung

Art. 45 - Die bei der Erstellung eines PEB-Ausweises oder eines Teilberichts verwendeten technischen Daten können für die Erstellung eines neuen PEB-Ausweises oder Teilberichts erneut verwendet werden.

Art. 46 - Die in Artikel 32 genannte Datenbank enthält die Teilberichte und PEB-Ausweise, die von den zugelassenen Akteuren darin abgespeichert werden.

Für PEB-Ausweisaussteller und -Verantwortliche wird der Zugriff auf Daten der Ausweise und Teilberichte zwecks Weiterverwendung im Sinne von Artikel 45 auf diejenigen Ausweise und Teilberichte beschränkt, die sie erstellt haben oder für die sie über die einheitliche Codenummer verfügen.

Die Notare haben Zugriff auf Ausweise, für die sie über die einheitliche Codenummer verfügen.

Der Minister bestimmt die Zugriffsbedingungen und die technischen Informationen des Ausweises oder Teilberichts, auf die die Notare bzw. alle sonstigen über den einheitliche Codenummer oder die Adresse des Gebäudes verfügenden Personen zugriffsberechtigt sind.

KAPITEL II — Verpflichtungen zum Besitz eines PEB-Ausweises

Abschnitt 1 — Vorläufiger PEB-Ausweis

Art. 47 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 34, § 3 des Dekrets sind die ausreichenden Elemente für die Ausstellung eines vorläufigen PEB-Ausweises:

- 1° das geschützte Volumen der Einheit und ihre Hülle;
- 2° ein Lüftungssystem;
- 3° ein Heizsystem;
- 4° was die Wohneinheiten betrifft, wenigstens eine Zapfstelle für Brauchwarmwasser;
- 5° was die anderen Einheiten als die Wohneinheiten betrifft, ein Beleuchtungssystem;
- 6° das Vorhandensein des Kühlsystems, wenn dieses System in der ursprünglichen PEB-Erklärung vorgesehen war.

§ 2. Der PEB-Verantwortliche hat dem PEB-Erklärungspflichtigen den vorläufigen PEB-Ausweis unverzüglich auszuhändigen.

Durch die Ausstellung eines PEB-Ausweises gemäß Artikel 33 des Dekrets wird der vorläufige PEB-Ausweis hinfällig.

Wenn ein vorläufiger PEB-Ausweis gemäß Artikel 34, § 3, Absatz 5 des Dekrets einem Mieter übermittelt worden ist, hat ihm der PEB-Erklärungspflichtige den in Artikel 33 genannten PEB-Ausweis unverzüglich nach dessen Erstellung zukommen zu lassen.

Abschnitt 2 — Werbung im Hinblick auf Verkauf oder Vermietung

Art. 48 - Neben der einheitlichen Codenummer stammen die in den Anzeigen gemäß Artikel 34, § 4 des Dekrets anzuführenden Indikatoren der Energieeffizienz aus dem PEB-Ausweis.

Die Indikatoren sind:

- 1° die Energieeffizienzklasse;
- 2° der theoretische Gesamtprimärenergieverbrauch in kWh/Jahr;
- 3° der theoretische spezifische Primärenergieverbrauch in kWh/m² pro Jahr.

Art. 49 - Die Verwaltung kann ein Instrument einführen, um die Einfügung der in Artikel 48 angeführten Angaben in die Werbung zu erleichtern.

Abschnitt 3 — Aushang der Ausweise

Art. 50 - Die öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 35, Absatz 1 des Dekrets sind:

- 1° die europäischen und internationalen Institutionen, die Föderal-, Regional-, Gemeinschafts-, Provinzial- und Gemeindebehörden;
- 2° jede Einrichtung, die folgende Bedingungen erfüllt:
 - a) von den in Ziffer 1° genannten Behörden gegründet oder zugelassen worden sein;
 - b) mit einem öffentlichen Dienst beauftragt sein;
 - c) nicht Teil der gesetzgebenden oder der rechtsprechenden Gewalt sein;
 - d) eine Arbeitsweise anwenden, die von den in Ziffer 1° genannten Behörden kontrolliert bzw. bestimmt wird.

Art. 51 - Im Sinne von Artikel 35 des Dekrets weist ein Gebäude starken Publikumsverkehr auf, wenn es dem Publikum frei zugänglich ist und dies an keine weiteren Voraussetzungen geknüpft ist, als mit einer ggf. verlangten Einschreibung oder der ggf. verlangten Zahlung einer Eintrittsgebühr.

Art. 52 - Der auszuhängende PEB-Ausweis für ein öffentliches Gebäude hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren.

Die Verbrauchsindikatoren werden nach den vom Minister bestimmten Modalitäten jährlich aktualisiert.

Abschnitt 4 — Sonderbestimmung und Ausnahmen von der Verpflichtung zum Besitz eines PEB-Ausweises

Art. 53 - § 1. Im Falle eines unfreiwilligen Verkaufs streckt die Partei, die den Verkauf veranlasst hat, die mit der Erstellung des PEB-Ausweises verbundenen Kosten vor.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 36, Absatz 1, 2° des Dekrets werden als Einheiten mit niedrigem Energiebedarf unter normalen Betriebsbedingungen die Industrieeinheiten, Werkstätten oder landwirtschaftlichen Einheiten ohne Wohnfunktion angesehen, die nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert werden, oder deren Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung oder der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte oder klimatisierte Volumen, kleiner ist als 15 W/m³ wobei die Gesamtleistung für die Heizung oder die Klimatisierung getrennt berechnet werden.

KAPITEL III — Statut und Aufgaben der PEB-Ausweisaussteller

Art. 54 - Die in Artikel 38 des Dekrets genannte Vorgehensweise umfasst den hinsichtlich der Ausstellung eines Ausweises für die betroffene Einheit bzw. für das betroffene Gebäude obligatorischen Rahmen der anzuwendenden Methoden.

Durch diese Vorgehensweise werden vor allem die Regeln in Bezug auf die erfassten Daten und deren Eingabe in das Computerprogramm gemäß Artikel 38 des Dekrets aufgestellt.

Der Minister kann voneinander unterschiedliche Vorgehensweisen für die Datenerhebung im Rahmen der Ausstellung von Ausweisen für Kategorien oder Unterkategorien der PEB-Einheiten gemäß Artikel 31 und 33 festlegen.

Art. 55 - § 1. Im Sinne der Wahrung ihrer Unabhängigkeit dürfen die PEB-Ausweisaussteller keine PEB-Ausweise in Bezug auf Gebäude oder PEB-Einheiten ausstellen,

- 1° auf die sie ein dingliches oder persönliches Recht haben;
- 2° an denen sie im Rahmen eines Immobiliengeschäfts in irgendeiner Eigenschaft beteiligt sind;
- 3° deren Eigentümer bzw. Inhaber der dinglichen Rechte ein Verwandter oder Verschwägerter zweiten Grades oder ihr Arbeitgeber ist.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann der zum Anschlag bestimmte Ausweis eines öffentlichen Gebäudes von einem zugelassenen internen PEB-Ausweisaussteller erstellt werden.

TITEL V — Zulassungen

KAPITEL I — Zulassungsbedingungen

Abschnitt 1 — Bedingungen in Bezug auf die Ausbildungen

Unterabschnitt 1 — Ausbildung der PEB-Verantwortlichen

Art. 56 - Die in Artikel 40, § 1, Absatz 1, 2° des Dekrets genannte Ausbildung ist den natürlichen Personen vorbehalten, die ein Diplom gemäß Artikel 40, § 1, Absatz 1, 1° des Dekrets besitzen.

Die Ausbildung umfasst:

- 1° einen Teil über den geltenden verordnungsrechtlichen Rahmen in Sachen Energieeffizienz von Gebäuden;
- 2° einen theoretischen und praktischen Teil über die physischen Merkmale der Gebäudehülle;
- 3° einen theoretischen und praktischen Teil über die individuellen technischen Anlagen, insbesondere über die Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 4° einen Teil über die theoretischen und praktischen Aspekte zu den gemeinschaftlichen Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 5° einen Teil über die Arbeit mit dem Computerprogramm im Sinne von Artikel 16, 17, 18 und 20 des Dekrets, und
- 6° einen Teil über die Funktionsweise der in Artikel 14 und 32 des Dekrets angeführten Datenbanken.

Der Minister kann den Inhalt und die Teilnahmebedingungen der Ausbildung bestimmen.

Unterabschnitt 2 — Ausbildung der PEB-Ausweisaussteller

Art. 57 - § 1. Die in Artikel 42, § 1, Absatz 1, 2° des Dekrets genannte Ausbildung ist den natürlichen Personen vorbehalten, die gemäß Artikel 40, § 1, Absatz 1, 1° des Dekrets über ein Diplom oder über die entsprechende Erfahrung verfügen.

Der Inhalt dieser Ausbildung wird an die beantragte Zulassung angepasst.

§ 2. Die Ausbildung der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten umfasst mindestens:

- 1° einen Teil über den geltenden verordnungsrechtlichen Rahmen für die Ausstellung von Gebäudeausweisen;
- 2° einen theoretischen und praktischen Teil über die physischen Merkmale der Gebäudehülle;
- 3° einen theoretischen und praktischen Teil über die individuellen technischen Anlagen, insbesondere über die Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 4° einen Teil über die theoretischen und praktischen Aspekte zu den gemeinschaftlichen Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 5° einen Teil über die in Artikel 38 des Dekrets genannte Vorgehensweise für die Datensammlung und über die bei der Erstellung des Ausweises zu verwendenden Datenerfassungsformulare;
- 6° einen Teil über die Arbeit mit dem Computerprogramm mit wenigstens einem praktischen Beispiel für alle erforderlichen Verfahrensschritte bei der Erstellung eines Ausweises und des in Artikel 31 des Dekrets genannten Teilberichts, einschließlich durch das Computerprogramm generierten Vorschläge;
- 7° einen Teil über die Funktionsweise der in Artikel 32 des Dekrets genannten Datenbank.

§ 3. Die Ausbildung der PEB-Ausweisaussteller für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten umfasst mindestens:

- 1° einen Teil über den geltenden verordnungsrechtlichen Rahmen für die Ausstellung von Gebäudeausweisen;
- 2° einen theoretischen und praktischen Teil über die physischen Merkmale der Gebäudehülle;
- 3° einen theoretischen und praktischen Teil über die individuellen technischen Anlagen, insbesondere über die Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 4° einen Teil über die theoretischen und praktischen Aspekte zu den gemeinschaftlichen Heizungs- und Brauchwarmwasseranlagen einschließlich unter Verwendung von thermischen Solaranlagen, von Solarmodulen für Kühlung und Belüftung, sowie von Solarzellenanlagen;
- 5° einen Teil über die in Artikel 38 des Dekrets genannte Vorgehensweise für die Datensammlung und über die bei der Erstellung des Ausweises zu verwendenden Datenerfassungsformulare;
- 6° einen Teil über die Arbeit mit dem Computerprogramm mit wenigstens einem praktischen Beispiel für alle erforderlichen Verfahrensschritte bei der Erstellung eines Ausweises und des in Artikel 38 des Dekrets genannten Teilberichts, einschließlich der durch das Computerprogramm generierten Vorschläge;

7° einen Teil über die Funktionsweise der in Artikel 32 des Dekrets genannten Datenbank.

§ 4. Die Ausbildung der PEB-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude umfasst mindestens:

1° einen Teil über den geltenden verordnungsrechtlichen Rahmen für die Ausstellung von Gebäudeausweisen;

2° einen Teil über die in Artikel 38 des Dekrets genannte Vorgehensweise für die Datensammlung und über die bei der Erstellung des Ausweises zu verwendenden Datenerfassungsformulare,

3° einen Teil über die Arbeit mit dem Computerprogramm mit wenigstens einem praktischen Beispiel für alle erforderlichen Verfahrensschritte bei der Erstellung eines Ausweises, einschließlich der durch das Computerprogramm generierten Vorschläge;

4° einen Teil über die Funktionsweise der in Artikel 32 des Dekrets genannten Datenbank.

§ 5. Der Minister kann den Inhalt und die Teilnahmebedingungen der Ausbildungen gemäß § 2, § 3 und § 4 bestimmen.

Abschnitt 2 — Bedingungen im Zusammenhang mit den Prüfungen

Art. 58 - § 1. Die Ausbildungen gemäß Artikel 56 und 57, § 4 werden mit einer schriftlichen Prüfung abgeschlossen.

Um diese Prüfung zu bestehen, muss eine Punktzahl von mindestens 12,00/20 erzielt werden.

§ 2. Die Ausbildungen der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten bzw. nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten gemäß Artikel 57, § 2 bzw. § 3 werden mit einer Prüfung abgeschlossen, die aus einem mündlichen und einem schriftlichen Teil besteht.

Um die in Absatz 1 genannte Prüfung zu bestehen muss ein Durchschnitt von mindestens 12,00/20 erzielt werden.

§ 3 Die Prüfung gemäß § 1 und § 2 ermöglicht die Bewertung des theoretischen und praktischen Verständnisses des Kandidaten des Inhalts der Ausbildung.

Der Minister ist befugt, den Inhalt, sowie die Bestimmungen für die Organisation und die Teilnahme an der Prüfung festzulegen.

Abschnitt 3 — Sonstige Bedingungen

Art. 59 - Die Person, die eine der folgenden Bedingungen erfüllt, verfügt über die Titel, Qualifikationen oder Erfahrung in der Untersuchung von alternativen Systemen zur Energieerzeugung und -verwendung im Sinne von Artikel 41 des Dekrets:

1° ein Diplom als Ingenieur-Architekt, Zivil-, Industrie- oder Bioingenieur besitzen, oder

2° eine Qualifikation oder eine einschlägige Erfahrung in wenigstens drei der Technologien nachweisen können, die in Artikel 15, § 1 des Dekrets oder in Artikel 22, § 1 angeführt werden.

Art. 60 - Wenn die Energieverantwortlichen, die im Rahmen der von der Wallonischen Region veranstalteten Ausbildungsgänge zertifiziert sind, eine Zulassung bezüglich der Erstellung von Ausweisen für öffentliche Gebäude beantragen, wird davon ausgegangen, dass sie eine einschlägige Erfahrung von mindestens zwei Jahren im Bereich der energiespezifischen Aspekte von Gebäuden im Sinne von Artikel 42, § 1, 1° des Dekrets nachweisen können, sofern sie innerhalb einer öffentlichen Dienststelle arbeiten.

KAPITEL II — Zulassungsverfahren

Abschnitt 1 — Zulassungsverfahren unter Voraussetzung der Teilnahme an einer Ausbildung und des erfolgreichen Ablegens einer Prüfung

Unterabschnitt 1 — Zusammensetzung der Antragsakte

Art. 61 - § 1. Der Antrag auf Zulassung als PEB-Verantwortlicher oder -Ausweisaussteller wird an die Verwaltung gerichtet.

Die Verwaltung stellt den Antragstellern ein Antragsformular zur Verfügung.

§ 2. Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben:

1° den Namen, die Anschrift und den Beruf des Antragstellers;

2° im Falle einer natürlichen Person, die in Artikel 72, § 1, Absatz 1 genannte Bescheinigung;

3° im Falle einer juristischen Person, die Unternehmensnummer;

4° im Falle einer juristischen Person, eine Kopie des Vertrags zwischen dem Antragsteller und dem Inhaber des erforderlichen Diploms, wenn der Antragsteller nicht der Inhaber ist, und eine Kopie der Zulassung.

§ 3. Der Minister kann die Form und den Inhalt der Formulare je nach Zulassung bestimmen.

Art. 62 - Neben den in Artikel 61 erwähnten Elementen enthält der Antrag auf Zulassung als PEB-Verantwortlicher eine Kopie des erforderlichen Diploms sowie Namen, Anschrift und Beruf seines Inhabers.

Neben den in Artikel 61 erwähnten Elementen enthält der Antrag auf Zulassung als PEB-Ausweisaussteller die Kopie des Diploms des Antragstellers oder den Nachweis der Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude.

Art. 63 - Um seine Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude nachzuweisen, fügt der im Rahmen der von der Wallonischen Region organisierten Ausbildungszyklen zertifizierte Energiebeauftragte seinem Antrag auf Zulassung als interner PEB-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude folgende Angaben bei:

1° die Kopie der Bescheinigung bezüglich der Eigenschaft als Verantwortlicher für Energie oder den Nachweis der Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude;

2° die Identifizierung der Einrichtung(en), in denen der Bewerber tätig ist.

Unterabschnitt 2 — Untersuchung der Anträge und Beschlussfassung

Art. 64 - Die in Artikel 42, § 2 des Dekrets erwähnte Empfangsbescheinigung des Zulassungsantrags einer natürlichen Person wird von der Verwaltung an den Antragsteller gerichtet.

Der Minister erteilt den Bewerbern, die die in den Artikeln 40 und 42 des Dekrets und in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

In dem Zulassungsbeschluss wird die Zulassungsnummer angegeben.

In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zu der Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 14 und 32 des Dekrets zu verwenden ist.

Art. 65 - § 1. Die in Artikel 42, § 2 des Dekrets erwähnte Empfangsbescheinigung des Zulassungsantrags einer juristischen Person wird von der Verwaltung an die Antragstellerin gerichtet.

Der Minister erteilt den Bewerberinnen, die die in den Artikeln 40, § 1, Absatz 2 und 42, § 1, Absatz 2 des Dekrets festgelegten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

§ 2. Der Zulassungsbeschluss umfasst folgende Angaben:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Zulassungsnummer der natürlichen Personen, die als PEB-Verantwortliche oder PEB-Ausweisaussteller dem Personal der juristischen Person angehören.

§ 3. In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zu der Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 14 und 32 des Dekrets zu verwenden ist.

Abschnitt 2 — Sonstige Zulassungen

Unterabschnitt 1 — Zusammensetzung der Antragsakte

Art. 66 - § 1. Der Antrag auf Zulassung als Autor von Machbarkeitsstudien wird an die Verwaltung gerichtet. Die Verwaltung stellt ein Zulassungsformular zur Verfügung.

§ 2. Der Antrag wird an die Verwaltung anhand des von dieser zur Verfügung gestellten Formulars gerichtet.

Er enthält folgende Angaben:

1° Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, die Unternehmensnummer;

3° eine Kopie des Vertrags zwischen Antragsteller und Inhaber des erforderlichen Diploms, wenn der Antragsteller nicht der Inhaber ist, und eine Kopie der Zulassung;

4° die Titel, Qualifikationen oder Erfahrungen auf dem Gebiet der in Artikel 41 des Dekrets erwähnten alternativen Systeme der Energiegewinnung und -verwendung.

§ 3. Der Minister kann die Form und den Inhalt des Formulars bestimmen.

Unterabschnitt 2 — Untersuchung der Anträge und Beschlussfassung

Art. 67 - Die in Artikel 42, § 2 des Dekrets erwähnte Empfangsbescheinigung des Zulassungsantrags einer natürlichen Person wird von der Verwaltung an den Antragsteller gerichtet.

Der Minister erteilt den Bewerbern, die die in Artikel 41 des Dekrets und in Artikel 59 festgelegten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

In dem Zulassungsbeschluss wird die Zulassungsnummer angegeben.

In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zu der Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 14 des Dekrets zu verwenden ist.

Art. 68 - § 1. Die in Artikel 42, § 2 des Dekrets erwähnte Empfangsbescheinigung des Zulassungsantrags einer juristischen Person wird von der Verwaltung an die Antragstellerin gerichtet.

Der Minister erteilt den Bewerbern, die die in Artikel 41 des Dekrets festgelegten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

§ 2. Der Zulassungsbeschluss umfasst folgende Angaben:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Zulassungsnummer der natürlichen Person(en), die als Autor(en) von Machbarkeitsstudien dem Personal der juristischen Person angehören.

§ 3. In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zu der Datenbank angegeben, die in Anwendung des Artikels 14 des Dekrets zu verwenden ist.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 69 - Die Liste der zugelassenen Autoren von technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudien, PEB-Verantwortlichen und PEB-Ausweisaussteller wird auf den Internet-Webseiten der Verwaltung veröffentlicht.

KAPITEL III — Ausbildung in zugelassenen Zentren

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 70 - Die zugelassenen Zentren verwenden die Ausbildungshilfsmittel, die ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt werden.

Art. 71 - Die zugelassenen Zentren übermitteln der Verwaltung mindestens fünfzehn Tage vor Beginn der Kurse und Prüfungen die für diese vorgesehenen Daten.

Vertreter der Verwaltung können bei den Ausbildungskursen und Prüfungen anwesend sein.

Art. 72 - § 1. Die zugelassenen Ausbildungszentren stellen den Bewerbern, die an der gesamten Ausbildung teilgenommen haben, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Prüfung eine Bescheinigung für die Teilnahme an der Ausbildung aus, in der die bei der Prüfung erzielten Ergebnisse angegeben werden.

Innerhalb von dreißig Tagen nach einer Ausbildungs- oder Prüfungssitzung wird der Verwaltung ein Bericht über diese Ausbildungs- oder Prüfungssitzung übermittelt.

Der Bericht wird von einem Verantwortlichen des zugelassenen Ausbildungszentrums unterzeichnet.

§ 2. Der Bericht enthält mindestens folgende Elemente:

- 1° die Liste der Bewerber, die an den Ausbildungskursen teilgenommen und gegebenenfalls die Prüfung bestanden haben;
- 2° die jeweilige Teilnahmequote an den Ausbildungslehrgängen der für die Ausbildung angemeldeten Personen;
- 3° die Liste der bei den Prüfungen anwesenden Mitglieder des Prüfungsausschusses;
- 4° die von den Bewerbern bei den verschiedenen Teilprüfungen erzielten Punkte und die berechnete Durchschnittsnote der verschiedenen Prüfungen.

Art. 73 - Um die bei der Organisation der Ausbildungen und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das zugelassene Ausbildungszentrum bei den Bewerbern eine Einschreibgebühr erheben.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festlegen.

Abschnitt 2 — Zulassung der Zentren

Unterabschnitt 1 — Zulassungsbedingungen

Art. 74 - Das qualifizierte Lehrpersonal im Sinne des Artikels 46, § 2, Absatz 1, 3° des Dekrets setzt sich aus den Mitgliedern des Lehrpersonals zusammen, die seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer Zulassung im dem Bereich sind, für den das Zentrum beantragt, Ausbildungen durchführen zu können.

Um als Ausbildungszentrum für PEB-Verantwortliche zugelassen werden zu können, verfügt das Zentrum über Lehrpersonal, das die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt und das außerdem bei der in Artikel 58 erwähnten Prüfung eine Punktzahl von mindestens 16/20 erhalten hat.

Um als Ausbildungszentrum für PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten zugelassen werden zu können, verfügt das Zentrum über Lehrpersonal, das die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt und das außerdem seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer Zulassung als Auditor für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens ist, die es in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung erhalten hat.

Das Lehrpersonal darf nicht vor weniger als drei Jahren vor seiner Bezeichnung als Ausbilder aufgrund der dekretalen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen, die im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbar sind, bestraft worden sein.

Abschnitt 2 — Zulassungsverfahren

Art. 75 - § 1. Der Zulassungsantrag wird an die Verwaltung gerichtet.

Die Verwaltung stellt ein Antragsformular zur Verfügung.

§ 2. Der Antrag enthält folgende Angaben:

- 1° die Identifizierung des Zentrums und die Personalien der Person(en), die es vertritt(vertreten), sowie ihre Unterschrift;
- 2° die Identifizierung der von den Zentren bezeichneten Mitglieder des Lehrpersonals, ihre Zulassungsnummer und Unterschriften.

§ 3. Der Minister kann die Form und den Inhalt des Formulars bestimmen.

Art. 76 - § 1. Die in Artikel 47, § 2 des Dekrets erwähnte Empfangsbescheinigung des Zulassungsantrags eines Zentrums wird von der Verwaltung an den Antragsteller gerichtet.

Der Minister erteilt den Zentren, die die in Artikel 46 des Dekrets und in Artikel 74 festgelegten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

§ 2. Der Ministerialerlass umfasst folgende Angaben:

- 1° die Zulassungsnummer des Zentrums;
- 2° die Zulassungsnummer der in Artikel 74 erwähnten Personalmitglieder.

Art. 77 - Der Ministerialerlass, durch den die Zulassung gewährt wird, wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren wird auf den Webseiten der Verwaltung veröffentlicht.

KAPITEL IV — Unabhängiges Kontrollsystem und Maßnahmen der Verwaltungsaufsicht

Art. 78 - Die in Artikel 50 des Dekrets erwähnten Fortbildungslehrgänge werden von den in Kapitel 3 erwähnten zugelassenen Zentren oder von der Verwaltung organisiert.

Der Minister kann die Dauer, die Anwendungs- und Organisationsmodalitäten der Ausbildungskurse bestimmen.

Art. 79 - Für die Anwendung des Artikels 51 des Dekrets sind die von der Regierung bezeichneten Personen die für Kontrollaufgaben eingesetzten Beamten und Bediensteten der Stufe 1 und 2+ der Verwaltung.

Art. 80 - Der Beschluss, einem zugelassenen Akteur die Korrektur eines verfahrenstechnischen Dokuments hinsichtlich der Anforderungen oder eines fehlerhaften PEB-Ausweises aufzuerlegen, wird von der Verwaltung gefasst.

Die Verwaltung informiert den zugelassenen Akteur über den festgestellten Fehler und ordnet an, diesen innerhalb einer von ihr festgelegten Frist zu korrigieren.

Der zugelassene Akteur informiert die Person, die das Dokument bei ihm angefordert hat, über den Fehler und liefert ihm die korrigierte Fassung.

Art. 81 - Der Beschluss, dem zugelassenen Akteur aufzuerlegen, an einer angemessenen Ausbildung teilzunehmen, wird von dem Minister gefasst.

Die angemessene Ausbildung ist diejenige, an der der zugelassene Akteur teilnehmen musste, um seine Zulassung völlig oder teilweise zu erhalten.

Was die Autoren von Machbarkeitsstudien betrifft, ist die angemessene Ausbildung diejenige, die vom Minister als solche in seinem Beschluss bezeichnet wird.

KAPITEL V — *Strafmaßnahmen gegen zugelassene Akteure*

Art. 82 - Die Absicht, gegen einen zugelassenen Akteur eine Strafmaßnahme zu ergreifen, wird diesem von der Verwaltung mitgeteilt.

Das Protokoll der Anhörung wird dem zugelassenen Akteur innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung durch die Verwaltung zugestellt.

Der Minister beschließt, Strafmaßnahmen gegen den zugelassenen Akteur zu ergreifen oder nicht.

Der Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 83 - Wenn ihm seine Zulassung entzogen wird, informiert der zugelassene Akteur unverzüglich alle Personen, mit denen Verträge zur Ausarbeitung eines PEB-Dokuments noch laufen.

KAPITEL VI — *Strafmaßnahmen gegen zugelassene Ausbildungszentren*

Art. 84 - Die Absicht, gegen ein zugelassenes Ausbildungszentrum eine Strafmaßnahme zu ergreifen, wird diesem von der Verwaltung mitgeteilt.

Das Protokoll der Anhörung wird dem zugelassenen Ausbildungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung durch die Verwaltung zugestellt.

Der Minister beschließt, Strafmaßnahmen gegen das zugelassene Ausbildungszentrum zu ergreifen oder nicht.

Der Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 85 - Wenn ihm seine Zulassung entzogen wird, informiert das zugelassene Ausbildungszentrum unverzüglich alle Personen, die sich bei ihm eingeschrieben haben, um eine Ausbildung abzulegen.

TITEL VI — *Verstöße und Verwaltungsbußgelder*

Art. 86 - Für die Anwendung von Titel 6 des Dekrets handelt es sich bei den von der Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten um die Beamten und Bediensteten der Stufen 1 und 2+ der Verwaltung, die mit der Kontrolle beauftragt werden, sowie um den Bürgermeister und die technischen Beamten und Bediensteten der Gemeinden, die von dem Minister auf Vorschlag des Gemeindegremiums besonderes bestellt worden sind.

Art. 87 - § 1. Die in Artikel 59, 1° des Dekrets erwähnten Verstöße werden mit einem Bußgeld von 2 Euro je Kubikmeter des Bauvolumens geahndet, und zwar mindestens mit 250 Euro und höchstens mit 25.000 Euro.

§ 2. Die in Artikel 59, 2° des Dekrets erwähnten Verstöße, die die PEB-Verfahren betreffen, werden mit einem Bußgeld von 2 Euro je Kubikmeter des Bauvolumens geahndet, und zwar mindestens mit 250 Euro und höchstens mit 25.000 Euro.

§ 3. Die in Artikel 59, 2° des Dekrets erwähnten Verstöße, die die PEB-Anforderungen betreffen, werden mit einem Bußgeld geahndet in Höhe von:

1° 60 Euro je 1 W/K Abweichung von den nach Anlage E berechneten U- und R-Werten der Bauelemente;

2° 60 Euro je 1 W/K Abweichung von dem nach Anlage E berechneten Niveau K;

3° 0,24 Euro je 1 mj Abweichung von dem nach Anlage E berechneten Niveau E_w ;

4° 0,24 Euro je 1 mj Abweichung von dem nach Anlage E berechneten Werten für E_{spec} ;

5° 0,85 Euro je 1 000 K.h.m³ Abweichung von dem nach Anlage E berechneten Werten für die Überhitzung;

6° 4 Euro je 1m³/h Abweichung von den nach Anlage E berechneten Werten für Lüftungsanlagen.

Bei mehreren gleichzeitig festgestellten Verstößen entspricht das Bußgeld dem höchsten der in Absatz 1, 1° bis 5° berechneten Bußgelder, dem gegebenenfalls der Betrag des in Absatz 1, 6° angeführten Bußgelds hinzugefügt wird.

§ 4. Die in Artikel 59, 3° des Dekrets erwähnten Verstöße werden mit einem Bußgeld geahndet in Höhe von:

1° 500 Euro für jeden Verstoß gegen die in Artikel 34, § 4 des Dekrets angeführten Verpflichtung;

2° 1.000 Euro für jeden Verstoß gegen Artikel 34, §§ 1 und 3, Absatz 5 und Artikel 35 des Dekrets.

Art. 88 - Wird in den drei Jahren nach der Entscheidung einer Bußgeldauferlegung ein neuer Verstoß festgestellt, der zu Lasten des selben Zuwiderhandelnden geht, werden die in Artikel 87 festgelegten Beträge verdoppelt, ohne dass sie dabei 50.000 Euro überschreiten dürfen.

Art. 89 - Die Behörde, die den Verstoß zu Protokoll nimmt, unterrichtet den Zuwiderhandelnden unmittelbar darüber gemäß Artikel 62 des Dekrets.

TITEL VII — *Übergangs-, Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*KAPITEL I — *Übergangsbestimmungen*

Art. 90 - § 1. Im Rahmen von Projekten, für die das PEB-Verfahren innerhalb von zwölf Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingeleitet wird, kann der PEB-Verantwortliche ein auf der Grundlage von Artikel 237/19, § 1, Gedankenstrich 2 und Artikel 550 des CWATUPE zugelassener PEB-Verantwortlicher sein.

§ 2. Die natürlichen Personen, die auf der Grundlage von Artikel 237/19, § 1, Gedankenstrich 2 und Artikel 550 des CWATUPE als PEB-Verantwortliche zugelassen werden, können auch ohne Teilnahme an der in Artikel 56 angeführten Ausbildung als PEB-Verantwortliche zugelassen werden, insofern sie folgende Bedingungen erfüllen:

1° zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits einen PEB-Auftrag in seiner Gesamtheit erledigt haben, einschließlich Erstellung einer PEB-Verpflichtung, einer ursprünglichen und einer endgültigen PEB-Erklärung im Sinne von Artikel 237/1, 10°, 11° und 12° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

2° den unter 1° genannten PEB-Auftrag unter Einhaltung der anwendbaren Dekret- und Verordnungsbestimmungen ausgeführt haben;

3° eine Prüfung zur Bescheinigung der guten Kenntnis der Anforderungen, Verfahren und Instrumente, die kraft der geltenden Dekret- und Verordnungsbestimmungen in Sachen Energieeffizienz von Gebäuden anwendbar sind, bestanden haben.

Die in Absatz 1 genannte Zulassung wird innerhalb von zwölf Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei der Verwaltung beantragt.

Die Verwaltung prüft, ob die in Absatz 1, 1° und 2° angeführten Bedingungen erfüllt sind und sie erlaubt dem Bewerber, die in Absatz 1, 3° erwähnte Prüfung abzulegen.

Der Minister erteilt den Bewerbern, die die in Paragraph 2 erwähnten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

In dem Zulassungsbeschluss wird die Zulassungsnummer angegeben.

In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zur Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 14 und 32 des Dekrets zu verwenden ist.

§ 3. Bei der in § 2, Absatz 1, 3° und in Artikel 69, § 2, 3° des Dekrets erwähnten Prüfung handelt es sich um eine schriftliche Prüfung; um diese Prüfung zu bestehen, muss eine Punktzahl von mindestens 12,00/20 erzielt werden.

Die Prüfung ermöglicht die Bewertung des theoretischen und praktischen Verständnisses der in Artikel 56 angeführten Bestandteile.

Die Prüfung wird von der Verwaltung oder von zugelassenen Prüfungszentren durchgeführt.

Der Minister ist befugt, den Inhalt, sowie die Bestimmungen für die Organisation und die Teilnahme an der Prüfung festzulegen.

§ 4. Die juristischen Personen, die auf der Grundlage von Artikel 237/19, § 1, Gedankenstrich 2 und Artikel 550 des CWATUPE als PEB-Verantwortliche zugelassen werden, besitzen die Zulassung als PEB-Verantwortlicher im Sinne des vorliegenden Erlasses, wenn sie der Verwaltung innerhalb von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses die Identität und die Zulassungsnummer des PEB-Verantwortlichen, der Mitglied ihres Personals ist, mitteilen.

Der Minister erteilt den Bewerbern, die die in Paragraph 2 erwähnten Bedingungen erfüllen, die Zulassung.

Der Zulassungsbeschluss umfasst folgende Angaben:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Zulassungsnummer der natürlichen Personen, die als PEB-Verantwortliche dem Personal der juristischen Person angehören.

In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zur Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 14 und 32 des Dekrets zu verwenden ist.

Art. 91 - Für die Anwendung von Artikel 74, Absatz 1 und 2 hinsichtlich der Zulassung der Ausbildungszentren der PEB-Verantwortlichen kann das qualifizierte Lehrpersonal auch unter den PEB-Verantwortlichen bezeichnet werden, die bei der in Artikel 90, § 3 angeführten Prüfung eine Punktzahl von mindestens 16,00/20 erzielt haben.

Art. 92 - Über eine Zulassung als Autor von technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudien verfügen jene Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 551 des CWATUPE gewährte Zulassung besitzen.

Art. 93 - Über eine Zulassung als Aussteller von PEB-Ausweisen für Wohneinheiten verfügen jene Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 583 des CWATUPE oder auf der Grundlage von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 2009 über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude gewährte Zulassung besitzen.

Über eine Zulassung als Aussteller von PEB-Ausweisen für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten verfügen jene Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 618 des CWATUPE gewährte Zulassung besitzen.

Über eine Zulassung als Aussteller von PEB-Ausweisen für öffentliche Gebäude verfügen jene Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 647 des CWATUPE gewährte Zulassung besitzen.

Art. 94 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 74, Absatz 1 hinsichtlich der Zulassung der Ausbildungszentren der Aussteller von PEB-Ausweisen für Wohneinheiten kann das qualifizierte Lehrpersonal auch unter den in Artikel 93, Absatz 1 angeführten Personen bezeichnet werden, insofern diese seit wenigstens zwei Jahren eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 583 des CWATUPE oder auf der Grundlage von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 2009 über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude gewährte Zulassung besitzen.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 74, Absatz 3 kann das qualifizierte Lehrpersonal auch unter den Auditoren bezeichnet werden, die sich in der in Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung angeführten Reserve befinden.

§ 3. Für die Anwendung von Artikel 74, Absatz 1 hinsichtlich der Zulassung der Ausbildungszentren der Aussteller von PEB-Ausweisen für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Einheiten kann das qualifizierte Lehrpersonal auch unter den in Artikel 93, Absatz 2 angeführten Personen bezeichnet werden, insofern diese seit wenigstens zwei Jahren eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 618 des CWATUPE gewährte Zulassung besitzen.

§ 4. Für die Anwendung von Artikel 74, Absatz 1 hinsichtlich der Zulassung der Ausbildungszentren der Aussteller von PEB-Ausweisen für öffentliche Gebäude kann das qualifizierte Lehrpersonal auch unter den in Artikel 93, Absatz 3 angeführten Personen bezeichnet werden, insofern diese seit wenigstens zwei Jahren eine ihnen auf der Grundlage von Artikel 647 des CWATUPE gewährte Zulassung besitzen.

Art. 95 - Für die Anwendung von Artikel 35, Absatz 1 des Dekrets wird der PEB-Ausweis für ein öffentliches Gebäude spätestens abgeschlagen:

1° wenn die in Artikel 50, 1° angeführte Behörde das Gebäude zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses nutzt, innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses;

2° wenn die in Artikel 50, 2° angeführte Behörde das Gebäude zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses nutzt, innerhalb von sechsunddreißig Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses;

3° innerhalb von fünfzehn Monaten nach der Nutzung wenn der Beginn der Nutzung des Gebäudes durch die öffentliche Behörde nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses liegt.

In Abweichung von Absatz 1, 1° wird der PEB-Ausweis für ein öffentliches Gebäude spätestens innerhalb von abgeschlagen sechsdreißig Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses angeschlagen, wenn das Gebäude für Tätigkeiten im Bereich des Unterrichtswesens oder der Aufnahme von Kleinkindern bestimmt ist.

KAPITEL II — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 96 - In Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2012, wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

„Für die Anwendung von Artikel 21, 2° kann das Lehrpersonal auch aus der vom Minister gebildeten Reserve genommen werden“.

Art. 97 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird wie folgt abgeändert:

1° Artikel 101/1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 101/1 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, um über die Erteilung oder die Ablehnung der folgenden in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden gewährten Zulassungen zu befinden:

- 1° PEB-Verantwortlicher;
- 2° PEB-Ausweisaussteller;
- 3° Autor einer Durchführbarkeitsstudie.“;

2° Artikel 101/2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 101/2 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, um über die Erteilung oder die Ablehnung der Erlaubnis, eine im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden organisierte alternative Berechnungsmethode anzuwenden, zu befinden.“.

KAPITEL III — *Aufhebungsbestimmung*

Art. 98 - Werden aufgehoben:

1° die Artikel 530 bis 668 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Berechnungsmethode sowie zu Anforderungen, Genehmigungen und Sanktionen, die im Bereich der Energieeffizienz und des Innenraumklimas anzuwenden sind;

3° die Artikel 4, 6 und 7 des Erlasses vom 18. Juni 2009 über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren;

4° der Erlass vom 3. Dezember 2009 über die Zertifizierung der bestehenden Wohngebäude;

5° der Erlass vom 17. Februar 2011 über die alternative Berechnungsmethode für innovative Konzepte oder Technologien;

6° der Erlass vom 25. August 2011 über die Zertifizierung der neuen Gebäude;

7° der Erlass vom 20. Dezember 2011 über die Zertifizierung der bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude;

8° der Erlass vom 24. November 2011 über die Zertifizierung der öffentlichen Gebäude.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 99 - Das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden tritt an dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 34, § 4 des PEB-Dekrets am 1. Januar 2015 in Kraft.

Art. 100 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2015 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 48 und 49 am 1. Januar 2015 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 kann das Kapitel 10.3.3.3. der Anlage A 1 angewandt werden, wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung zwischen dem 1. Mai 2010 und dem 1. Mai 2015 liegt.

Art. 101 - Der Minister für nachhaltige Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27210]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen, de artikelen 3, lid 4, 4, § 2, 6, 7, § 1, lid 1, § 2, leden 2 en 4 en § 3, lid 3, 10, lid 2, 11, § 1, 12, § 2, 13, 14, 15, § 2, lid 2, 16, § 1, leden 2 en 3 en § 2, leden 2 en 3, 17, § 1, leden 2 en § 2, 18, § 1, lid 2 en § 2, 20, § 1, 21, § 1, 28, § 1, lid 3 en § 2, lid 3, 30, § 5, leden 2 en 3, 31, § 2 en § 3, lid 2, 32, lid 2, 33, lid 4, 34, § 1, lid 2, § 2, lid 2, § 3, lid 2, 3 en 5, en § 4, lid 3, 35, lid 3, 36, lid 2, 37, 39, lid 2, 40, § 2, 41, § 1, 42, § 1, 43, §§ 1 en 2, 45, 46, § 2, lid 2, 47, § 1 en § 2, leden 2 en 3, 49, 50, 51, leden 1 en 2, 52, lid 2, 53, 54, 56, lid 1, 4, 6 en 7, 57, 58, leden 1 en 4, 60, lid 2, 61, lid 1, 67, lid 2 en 73;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2009 betreffende de certificering van de bestaande woongebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 betreffende de alternatieve berekeningsmethode van de vernieuwende concepten of technologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2011 betreffende de certificering van nieuwe woongebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2011 betreffende de certificering van bestaande niet-residentiële gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011 betreffende de certificering van de openbare gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2014;

Gelet op het advies nr. 12/2014 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", gegeven op 11 maart 2014;

Gelet op het advies nr. A.1174 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 24 februari 2014;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 16 april 2014;

Gelet op het advies nr. 56.228/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepaling en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Bij dit besluit worden gedeeltelijk omgezet :

1^o Richtlijn 2010/31/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

2^o Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

2^o BUtgb : Belgische Unie voor de technische goedkeuring in de bouw;

3^o ATG-E : de energiekenmerken verstrekt door BUtgb;

4^o administratie : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Bouwen;

5^o U-waarde : warmtedoorgangscoefficiënt, bepaald overeenkomstig de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3;

6^o R-waarde : thermische weerstand van een bouwelement, bepaald overeenkomstig de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3;

7^o Ew-niveau : het primaire energieverbruiksniveau van een EPB-eenheid, bepaald overeenkomstig de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3;

8^o E_{spec} : het specifieke jaarlijkse primaire energieverbruik van een EPB-eenheid, bepaald overeenkomstig de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3;

9^o K-niveau : het globale thermische isolatieniveau van een gebouw of deel van een gebouw, bepaald overeenkomstig de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3;

10^o decreet : het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

11^o erkende actor : actor, erkend overeenkomstig de vereisten van dit besluit;

12° Wetboek : Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

TITEL II. — Berekeningsmethode van de energieprestatie van de gebouwen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 3. De energieprestatie van de gebouwen wordt berekend met de software bedoeld in de artikelen 20, § 4, en 38 van het decreet, op grond van de methode bepaald in de bijlagen A1, A2, B1, B2 en D.

De software bedoeld in lid 1, evenals de gegevensbanken bedoeld in de artikelen 14 en 32 van het decreet, worden door de administratie ter beschikking gesteld.

HOOFDSTUK II. — Alternatieve berekeningsmethodes

Afdeling 1. — Concept of technologie die niet deel uitmaken van de berekeningsmethode

Art. 4. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 7, § 2, van het decreet wordt het gebruik van een alternatieve berekeningsmethode toegelaten als het concept of de technologie over een ATG-E of ieder ander energiekenmerk beschikt die de Minister evenwaardig acht.

Art. 5. § 1. De aanvraag om een alternatieve berekeningsmethode te mogen gebruiken wordt volgens de nadere regels, bepaald door de Minister, bij de administratie ingediend.

Het aanvraagdossier bevat op zijn minst :

1° de naam, de voornaam, de woonplaats en het beroep van de aanvrager of, indien het gaat om een rechtspersoon, de juridische vorm, de benaming of handelsnaam, de maatschappelijke zetel, de persoonsgegevens en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° een afschrift van de ATG-E of de karakterisering bedoeld in artikel 4;

3° een omstandige omschrijving van de technische kenmerken van het concept of de technologie.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van die stukken.

§ 3. De Minister beslist over de aanvraag. Als hij de toelating geeft, bepaalt hij de geldigheidsduur ervan nader en stelt de nadere regels vast voor de opname van de gegevens in de software.

De beslissing wordt binnen de zestig dagen van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat het dossier volledig is, aan de aanvrager medegedeeld.

De beslissing wordt bekendgemaakt op de website van de administratie.

Art. 6. Wanneer de berekeningsmethode het concept of de technologie opneemt, beëindigt de Minister de toelating.

De alternatieve methode kan evenwel verder worden gebruikt tot na afloop van de EPB-procedure wanneer het bericht van ontvangst van de toelatingsaanvraag dateert van voor de opname van het concept of de technologie in de berekeningsmethode.

Art. 7. De toelating kan door de Minister ingetrokken worden wanneer één van de voorwaarden bedoeld in artikel 4 ontbreekt.

Afdeling 2. — Gebouw dat één of meerdere bouwconcepten of technologieën gebruikt die niet in de berekeningsmethode worden opgenomen

Art. 8. § 1^{er}. De aanvraag om een alternatieve berekeningsmethode te mogen gebruiken wordt volgens de nadere regels, bepaald door de Minister, bij de administratie ingediend.

Het aanvraagdossier bevat op zijn minst :

1° de naam, de voornaam, de woonplaats en het beroep van de aanvrager of, indien het gaat om een rechtspersoon, de juridische vorm, de benaming of handelsnaam, de maatschappelijke zetel, de persoonsgegevens en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° de nauwkeurige identificatie van betrokken gebouw;

3° een uitvoerige omschrijving van de technische en energetische kenmerken van het (de) concept(en) of technologie(ën), bedoeld in artikel 7, § 2, toegepast op het gebouw;

4° de berekening van de energieprestatie van betrokken gebouw volgens de alternatieve berekeningsmethode waarom de aanvrager verzoekt, vergezeld van een uitvoerige bewijsnota, die op zijn minst omvat :

a) de algemene hypothesen toegepast op het gebouw;

b) de identificatie van het (de) gebruikte beoordelingsinstrument(en);

c) de conclusies na vergelijking van de resultaten, al dan niet met toepassing van het (de) concept(en) of de technologie(ën), alsook de totale primaire energiebesparing verkregen voor betrokken gebouw;

5° in voorkomend geval, een overzicht van gelijkaardige gevallen, met name met behulp van technische informatie, bibliografie.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van die stukken.

§ 3. De Minister beslist over de aanvraag. Als hij de toelating geeft, stelt hij de nadere regels vast voor de opname van de gegevens in de software.

De beslissing wordt binnen de honderd twintig dagen van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat het dossier volledig is, aan de aanvrager medegedeeld.

TITEL III. — Eisen op het vlak van de energieprestatie van de gebouwen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied**

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 10, lid 1, 3°, van het decreet zijn kleine energieverbruikseenheden in normale bedrijfsvoorwaarden, de industriële eenheden, landbouwwerkplaatsen of niet voor bewoning bestemde landbouweenheden die niet voor menselijke behoeften verwarmd zijn of van een klimaatregeling zijn voorzien of waarvan het totaalvermogen van in lokalen geplaatste verwarmings- of klimaattoestellen voor het warmtecomfort van personen, gedeeld door het verwarmde of klimaatgeregelde volume kleiner is dan $15\text{W}/\text{m}^3$; het totaalvermogen wordt afzonderlijk berekend voor verwarming en klimaatregeling.

HOOFDSTUK II. — Minimale eisen op het vlak van de energieprestatie**Afdeling 1. — Bouw en heropbouw**

Art. 10. § 1. De wooneenheden voor individuele woningen nemen bij de bouw of heropbouw ervan volgende eisen in acht :

- 1° de bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;
 - 2° het E_w -niveau overschrijdt 80 niet;
 - 3° het E_{Spec} overschrijdt niet $130\text{ kWh}/\text{m}^2$ per jaar;
 - 4° de verluchting neemt de eisen, bepaald in bijlage C2, in acht, uitgezonderd de ventilatie voor eventuele kantoor- of dienstenruimtes, waar de eisen bepaald in bijlage C3 in acht genomen worden;
 - 5° de indicator voor het oververhittingsrisico bedoeld in bijlage A1 wordt tot 6 500 K.h. beperkt.
- Het K-niveau van het gebouw of gedeelte van het gebouw overschrijdt niet 35.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt het deel van een wooneenheid voor individuele woningen dat bestemd is voor kantoor- of dienstenruimte, bij de bouw of heropbouw ervan, als een kantoor- of diensteneenheid beschouwd wanneer volgende voorwaarden tegelijk vervuld zijn :

- 1° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten is hoger dan 40 percent van het globaal beschermd volume;
- 2° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten vormt een beschermd volume hoger dan 800 m^3 .

Art. 11. De kantoor- en diensteneenheden, evenals de eenheden bestemd voor onderwijs, nemen bij de bouw of heropbouw ervan, volgende eisen in acht :

- 1° de bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;
 - 2° het E_w -niveau overschrijdt 80 niet;
 - 3° de verluchting neemt de eisen bepaald in bijlage C3 in acht.
- Het K-niveau van het gebouw of gedeelte van het gebouw overschrijdt niet 35.

Art. 12. § 1. De industrie-eenheden nemen bij de bouw of heropbouw ervan volgende eisen in acht :

- 1° de bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;
 - 2° de verluchting van de kantoor- of dienstenruimtes neemt de eisen bepaald in bijlage C3 in acht.
- Het K-niveau van het gebouw of gedeelte van het gebouw overschrijdt niet 55.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt het deel van een industrie-eenheid die bestemd is voor kantoor- of dienstenruimte, bij de bouw of heropbouw ervan, als een kantoor- of diensteneenheid beschouwd wanneer volgende voorwaarden tegelijk vervuld zijn :

- 1° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten is hoger dan 40 percent van het globaal beschermd volume;
- 2° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten vormt een beschermd volume hoger dan 800 m^3 .

Art. 13. § 1. De eenheden met een andere bestemming, evenals de wooneenheden voor collectieve woningen, nemen bij de bouw of heropbouw ervan volgende eisen in acht :

- 1° de bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;
 - 2° de verluchting neemt de eisen bepaald in bijlage C3 in acht.
- Het K-niveau van het gebouw of gedeelte van het gebouw overschrijdt niet 35.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt het deel, bestemd voor kantoren of diensten, van een eenheid met een andere bestemming of van een wooneenheid voor collectieve woningen, bij de bouw of heropbouw ervan, als een kantoor- of diensteneenheid beschouwd wanneer volgende voorwaarden tegelijk vervuld zijn :

- 1° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten is hoger dan 40 percent van het globaal beschermd volume;
- 2° het deel voorbehouden voor kantoren of diensten vormt een beschermd volume hoger dan 800 m^3 .

Art. 14. De eisen bedoeld in respectievelijk de artikelen 10 tot 13, evenals de procedures bedoeld in de artikelen 23 en 24 van het decreet, zijn van toepassing op de handelingen en werken voor gedeeltelijke heropbouw en uitbreiding van een gebouw of een eenheid die ertoe strekken :

- 1° een beschermd volume op te richten van meer dan 800 m^3 ;
- 2° het bestaande beschermd volume minstens te verdubbelen;
- 3° de installaties vallend onder de berekeningsmethode en minstens 75 percent van de bouwschil te vervangen.

Afdeling 2. — Ingrijpende renovatie

Art. 15. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 19 nemen de wooneenheden bestemd voor individuele woningen die een ingrijpende renovatie ondergaan voor het gerenoveerde gedeelte volgende eisen in acht :

- 1° de gewijzigde of toegevoegde bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;
- 2° de verluchting neemt de eisen, bepaald in bijlage C2, in acht, uitgezonderd de ventilatie voor eventuele kantoor- of dienstenruimtes, waar de eisen bepaald in bijlage C3 in acht genomen worden.

§ 2. In het kader van paragraaf 1, 2°, zijn voor de bestaande lokalen waar ramen of buitendeuren geplaatst of vervangen worden enkel de verluchtingseisen voor luchttoevoer van toepassing.

Art. 16. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 19 nemen de kantoor- en diensteneenheden, de eenheden bestemd voor onderwijs, de eenheden met een andere bestemming, evenals de wooneenheden voor collectieve woningen die een ingrijpende renovatie ondergaan, voor het gerenoveerde deel, volgende eisen in acht :

1° de gewijzigde of toegevoegde bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;

2° de verluchting neemt de eisen bepaald in bijlage C3 in acht.

§ 2. In het kader van paragraaf 1, 2°, zijn voor de bestaande lokalen waar ramen of buitendeuren geplaatst of vervangen worden enkel de verluchtingseisen voor luchttoevoer van toepassing.

Afdeling 3. — Kleine renovatie

Art. 17. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 19 nemen de wooneenheden bestemd voor individuele woningen die een kleine renovatie ondergaan voor het gerenoveerde gedeelte volgende eisen in acht :

1° de gewijzigde of toegevoegde bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;

2° de verluchting neemt de eisen bepaald in bijlage C2 in acht.

§ 2. In het kader van paragraaf 1, 2°, zijn voor de bestaande lokalen waar ramen of buitendeuren geplaatst of vervangen worden enkel de verluchtingseisen voor luchttoevoer van toepassing.

Art. 18. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 19 nemen de kantoor- en diensteneenheden, de eenheden bestemd voor onderwijs, de eenheden met een andere bestemming, evenals de wooneenheden voor collectieve woningen die een kleine renovatie ondergaan, voor het gerenoveerde deel, volgende eisen in acht :

1° de gewijzigde of toegevoegde bouwelementen nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;

2° de verluchting neemt de eisen bepaald in bijlage C3 in acht.

§ 2. In het kader van paragraaf 1, 2°, zijn voor de bestaande lokalen waar ramen of buitendeuren geplaatst of vervangen worden enkel de verluchtingseisen voor luchttoevoer van toepassing.

Afdeling 4. — Wijziging van bestemming

Art. 19. § 1. De EPB-eenheden die een nieuwe bestemming krijgen, worden aan volgende eisen onderworpen wanneer in tegenstelling tot de vroegere toestand energie verbruikt wordt voor menselijke behoeften met het oog op het bereiken van een specifieke binnentemperatuur :

1° het globale thermische isolatieniveau van de EPB-eenheid is gelijk aan of kleiner dan 65;

2° de bouwelementen die verbouwd worden nemen de U en R waarden, bepaald in bijlage C1, in acht;

3° de verluchting neemt de eisen bepaald in de bijlagen C2 of C3 in acht, afhankelijk van de nieuwe bestemming die de EPB-eenheid verkregen heeft.

§ 2. De industrie-eenheden die een bestemming als individuele woning, kantoor-, diensten- of onderwijsruimte krijgen, worden aan de eisen van paragraaf 1 onderworpen.

HOOFDSTUK III. — Procedurele documenten betreffende de EPB-eisen

Art. 20. De toegang tot de gegevensbank bedoeld in artikel 14 van het decreet wordt beperkt :

1° voor de EPB-verantwoordelijken en de auteurs van haalbaarheidsstudies, tot de dossiers die zij beheren;

2° voor de gemeenten, tot de dossiers met betrekking tot projecten op hun grondgebied;

3° voor de gemachtigd ambtenaren in de zin van de artikelen 389 en 390 van het Wetboek, tot de dossiers met betrekking tot projecten vallend onder hun bevoegdheid.

De toegang tot de gegevensbank wordt bij de administratie verkregen.

Art. 21. De procedurele documenten in verband met de EPB-eisen worden opgesteld aan de hand van de formulieren en software ter beschikking gesteld door de administratie.

De Minister kan de vorm en de inhoud van de documenten bepalen.

Art. 22. § 1. De technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bedoeld in artikel 15 van het decreet bevat minstens de mogelijkheid om volgende technologieën in te zetten :

1° fotovoltaische zonnepanelen;

2° thermische zonnepanelen;

3° warmtepompen;

4° op biomassa werkende warmtegeneratoren;

5° warmtenetten.

§ 2. Naast de elementen bedoeld in artikel 15, § 2, van het decreet bevat de haalbaarheidsstudie minstens volgende elementen :

1° een beschrijving van het onderzochte gebouw, met inbegrip van de totale nuttige oppervlakte, en de energiebehoeften ervan;

2° een samenvattende tabel van de werkhypothesen in verband met de overwogen technologieën;

3° de analyse van de overwogen technologieën, met name hun omschrijving, hun technische integratie in het gebouw, hun relevantie en, voor de technologie(ën) waarvan de integratie mogelijk is en aangenomen wordt, hun energiebalans, hun economische balans en hun milieubalans;

4° de keuze van de aangenomen technologie(ën) en de verantwoording ervan;

5° het EPB-dossiernummer;

6° de identiteit en de adresgegevens van de aanmelder, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

7° de verwijzingen naar de erkenning van de auteur van het haalbaarheidsonderzoek;

8° de datum;

9° de ondertekening van de aanmelder en van de auteur van het haalbaarheidsonderzoek.

§ 3. De Minister kan de inhoud van het haalbaarheidsonderzoek nader bepalen, aanvullen en differentiëren naar gelang van de omvang en de bestemming van het gebouw.

Art. 23. Naast de elementen bedoeld in artikel 16, § 1, van het decreet bevat de aanvankelijke EPB-aanmelding :

1° het EPB-dossiernummer;

2° de identiteit en de adresgegevens van de EPB-aanmelder, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

3° de verwijzingen naar de erkenning van de EPB-verantwoordelijke;

4° de aard van de werken en de bestemming(en) van het goed;

5° de gegevens ter verantwoording van de aard van de werken en de toepasbare procedures;

6° de eisen die van toepassing zijn op elke eenheid of elk gedeelte van het gebouw in functie van de bestemming ervan en van de werken;

7° de datum;

8° de handtekening van de aanmelder en van de EPB-verantwoordelijke;

9° het adres en de kadastragegevens van het betrokken terrein of gebouw.

Art. 24. Naast de elementen bedoeld in artikel 16, § 2, van het decreet bevat de vereenvoudigde EPB-aanmelding :

1° de identiteit en de adresgegevens van de EPB-aanmelder en de architect;

2° de aard van de werken en de bestemming(en) van het goed, met inbegrip van, in voorkomend geval, de eventueel overwogen wijziging ervan;

3° de gegevens ter verantwoording van de aard van de werken en de toepasbare procedures;

4° de eisen die van toepassing zijn op elke eenheid of elk gedeelte van het gebouw in functie van de bestemming ervan en van de werken;

5° een tabel met de U-waarden van de bouwelementen die de renovatiewerken ondergaan;

6° een tabel met het verluchttingsdebiet van de betrokken lokalen;

7° als het een bestemmingswijziging betreft in de zin van artikel 19, een berekeningsnota van het K-niveau;

8° de datum;

9° de handtekening van de aanmelder en van de architect.

Art. 25. Naast de elementen bedoeld in artikel 17 van het decreet bevat de voorlopige EPB-aanmelding :

1° het EPB-dossiernummer;

2° de identiteit en de adresgegevens van de EPB-aanmelder, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

3° de vermelding van een eventuele wijziging in de identificatie van de partijen betrokken bij het project;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de beslissing bedoeld in de artikelen 5 of 8;

5° de datum;

6° de handtekening van de aanmelder en van de EPB-verantwoordelijke.

Art. 26. Naast de elementen bedoeld in artikel 18 van het decreet bevat de uiteindelijke EPB-aanmelding :

1° het EPB-dossiernummer;

2° de identiteit en de adresgegevens van de EPB-aanmelder, de architect en de EPB-verantwoordelijke;

3° de vermelding van een eventuele wijziging in de identificatie van de partijen betrokken bij het project;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de beslissing bedoeld in de artikelen 5 of 8;

5° de datum;

6° de handtekening van de aanmelder en van de EPB-verantwoordelijke;

7° het adres en de kadastragegevens van het betrokken terrein of gebouw.

Art. 27. § 1. De overdracht van vergunningen bedoeld in artikel 19, § 2, van het decreet wordt aan de administratie medegedeeld.

§ 2. Deze mededeling bevat minstens volgende inlichtingen :

1° de naam van de overdrager en diens handtekening;

2° de naam van de verkrijger en diens handtekening;

3° de uitdrukkelijke wil van de overdrager en de verkrijger dat de overdracht van de hoedanigheid van aanmelder aan de verkrijger verricht wordt;

4° het referentinummer van het EPB-dossier;

5° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke;

6° de datum van de overdracht van de vergunning.

§ 3. De EPB-verantwoordelijke gebruikt, om deze mededeling te verrichten, het formulier dat ter beschikking wordt gesteld door de administratie.

Art. 28. De documenten in verband met de EPB-procedures en -eisen worden door de EPB-verantwoordelijke, de auteur van de haalbaarheidsstudie of de EPB-aanmelder aan de administratie gericht.

HOOFDSTUK IV. — *EPB-procedures*

Art. 29. De verantwoordingsnota bedoeld in de artikelen 23, § 2, 25, § 2 en 27, lid 2, van het decreet bevat minstens volgende inlichtingen :

- 1° het adres van het gebouw;
- 2° de naam van de EPB-aanmelder;
- 3° de toepasbare uitzondering en de concrete verantwoording ervan.

De vorm en de inhoud van de verantwoordingsnota kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 30. § 1. De overdracht van de hoedanigheid van aanmelder bedoeld in artikel 28, § 2, van het decreet wordt aan de administratie medegedeeld.

§ 2. Deze mededeling bevat minstens volgende inlichtingen :

- 1° de naam van de verkoper en diens handtekening;
- 2° de naam van de koper en diens handtekening;
- 3° de uitdrukkelijke wil van de partijen dat de overdracht van de hoedanigheid van aanmelder aan de koper verricht wordt;
- 4° het referentienummer van het EPB-dossier;
- 5° de datum van de overeenkomst tot overdracht;
- 6° de voorlopige EPB-aanmelding bedoeld in artikel 17 van het decreet.

§ 3. Koper en verkoper gebruiken, om deze mededeling te verrichten, het formulier dat ter beschikking wordt gesteld door de administratie.

TITEL IV. — Energieprestatiecertificaten voor gebouwen

HOOFDSTUK I. — *Certificeringsregeling*

Afdeling 1. — EPB-Certificaatcategorieën

Art. 31. Er bestaan drie EPB-certificaatcategorieën :

- 1° EPB-certificaten voor een wooneenheid;
- 2° EPB-certificaten voor een eenheid niet bestemd voor bewoning;
- 3° EPB-certificaten van de openbare gebouwen met het oog op de aanplakking.

Art. 32. EPB-certificaten voor wooneenheden worden opgemaakt ofwel door een erkende EPB-verantwoordelijke, ofwel door een erkende EPB-certificeerder voor wooneenheden.

EPB-certificaten voor eenheden niet bestemd voor bewoning worden opgemaakt ofwel door een erkende EPB-verantwoordelijke, ofwel door een erkende EPB-certificeerder voor eenheden niet bestemd voor bewoning.

EPB-certificaten voor openbare gebouwen worden opgemaakt door een interne of externe erkende EPB-certificeerder voor openbare gebouwen.

Art. 33. Met het oog op certificering ervan kan de Minister in subcategorieën voorzien voor EPB-woonheden of -eenheden, niet voor bewoning bestemd, of voor openbare gebouwen, in functie van hun bijzondere kenmerken of hun energieverbruik.

Art. 34. Het EPB-certificaat wordt opgemaakt op grond van de methode bedoeld in artikel 3 en vloeit voort uit de toepassing van de software bedoeld in de artikelen 20, § 4, of 38 van het decreet.

Art. 35. De Minister stelt een type-EPB-certificaat voor elke (sub)categorie vast.

Afdeling 2. — Inhoud van de EPB-certificaten

Art. 36. Naast de elementen bedoeld in artikel 30, § 2, van het decreet bevat het EPB-certificaat volgende inlichtingen :

- 1° het adres van het gebouw of de EPB-eenheid;
- 2° in voorkomend geval, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;
- 3° een buitenfoto van het betrokken gebouw ter identificatie van de betrokken EPB-eenheid;
- 4° de versie van de gebruikte berekeningsoftware en, in voorkomend geval, van het protocol voor de verzameling van de gegevens;
- 5° de enige code van het certificaat;
- 6° de prijs van het certificaat, behoudens voor het certificaat voor openbare gebouwen met het oog op aanplakking indien het uitgevoerd is door een interne certificeerder en voor het certificaat opgemaakt na afloop van een EPB-procedure;
- 7° de datum van afgifte van het certificaat;
- 8° de identificatie en het erkenningsnummer van de EPB-certificeerder of -verantwoordelijke en zijn handtekening.

Art. 37. Het EPB-certificaat voor wooneenheden bevat daarnaast :

- 1° de energieklassering van de eenheid;
- 2° het totale theoretische primaire energieverbruik van de eenheid;
- 3° het specifieke primaire energieverbruik van de eenheid;
- 4° in voorkomend geval, de verwijzing naar het gedeeltelijk verslag bedoeld in artikel 31, § 1, van het decreet.

Art. 38. Het EPB-certificaat voor eenheden, niet bestemd voor bewoning, bevat daarnaast :

- 1° de energieklaas van de eenheid;
- 2° het totale theoretische primaire energieverbruik van de eenheid;
- 3° het specifieke primaire energieverbruik van de eenheid.

Art. 39. Het EPB-certificaat voor openbare gebouwen met het oog op aanplakking bevar daarnaast één of meerdere verbruiksindicatoren bepaald door de Minister.

Art. 40. De Minister kan de inhoud van het EPB-certificaat nader bepalen met het oog op de opname van de inlichtingen bedoeld in artikel 30, § 3, van het decreet, evenals van de specifieke indicatoren voor de (sub)categorieën of de inlichtingen met betrekking tot de inachtneming van de eisen.

Afdeling 3. — Gedeeltelijk verslag

Art. 41. Het gedeeltelijk verslag bedoeld in artikel 31, § 1, van het decreet wordt door een EPB-certificeerder voor erkende wooneenheden of door een erkende EPB-verantwoordelijke opgesteld.

Het gedeeltelijk verslag is het resultaat van de toepassing van de software bedoeld in de artikelen 20, § 4, of 38 van het decreet.

Art. 42. § 1. Naast de elementen bedoeld in artikel 31, § 1, van het decreet bevat het gedeeltelijk verslag volgende inlichtingen :

- 1° het adres van de gebouwen of eenheden waarop het gedeeltelijk verslag betrekking heeft;
- 2° in voorkomend geval, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;
- 3° de versie van de gebruikte berekeningsoftware en, in voorkomend geval, van het protocol voor de verzameling van de gegevens;
- 4° de enige code van het gedeeltelijk verslag;
- 5° de prijs van het gedeeltelijk verslag, behoudens voor het certificaat opgemaakt na afloop van een EPB-procedure "bouw";
- 6° de datum van afgifte van het gedeeltelijk verslag;
- 7° de identificatie en het erkenningsnummer van de EPB-certificeerder of -verantwoordelijke en zijn handtekening.

§ 2. De Minister kan de inhoud van het gedeeltelijk verslag aanvullen met het oog op de opname van specifieke indicatoren.

De Minister stelt het model van gedeeltelijk verslag vast.

Afdeling 4. — Geldigheid en hernieuwing

Art. 43. Behalve de certificaten voor openbare gebouwen vervallen de EPB-certificaten wanneer de EPB-eenheid of het gebouw een later EPB-certificaat of gedeeltelijk verslag heeft gekregen of handelingen en werken bedoeld in de artikelen 23 tot 27 van het decreet heeft ondergaan.

Art. 44. Wanneer een EPB-certificaat opgemaakt werd op grond van artikel 3 van het decreet, wordt het hernieuwd door een certificaat opgemaakt door een erkende EPB-certificeerder die de software bedoeld in artikel 38 van het decreet gebruikt.

Afdeling 5. — Gebruik van de gegevens

Art. 45. De technische gegevens die gebruikt zijn voor de opmaak van een EPB-certificaat of een gedeeltelijk verslag mogen hergebruikt worden om een nieuw EPB-certificaat of een nieuw gedeeltelijk verslag op te maken.

Art. 46. De gegevensbank bedoeld in artikel 32 van het decreet bevat de gedeeltelijke verslagen en de EPB-certificaten die er door de erkende actoren geregistreerd zijn.

De toegang tot de gegevens van de certificaten en de gedeeltelijke verslagen is voor de EPB-certificeerders en -verantwoordelijken beperkt tot enkel de certificaten en gedeeltelijke verslagen die zij hebben opgemaakt of waarvoor ze over de enige code beschikken, met het oog op het hergebruik van de gegevens bedoeld in artikel 45.

De notarissen hebben toegang tot de certificaten waarvoor ze over de enige code beschikken.

De Minister bepaalt de nadere toegangsregels en de technische informatie van het certificaat of het gedeeltelijk verslag waartoe de notarissen of iedere andere persoon die over de enige code of het adres van het gebouw beschikt, toegang kan hebben.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen om over een EPB-certificaat te beschikken

Afdeling 1. — Voorlopig EPB-certificaat

Art. 47. § 1. Voor de toepassing van artikel 34, § 3, van het decreet zijn de elementen die volstaan voor de opmaak van een voorlopig EPB-certificaat :

- 1° het beschermde volume van de eenheid en zijn bouwschil;
- 2° een verluchtingssysteem;
- 3° een verwarmingssysteem;
- 4° voor de wooneenheden, minstens een aftappunt voor sanitair warm water;
- 5° voor de eenheden, niet bestemd voor bewoning, een verlichtingssysteem;
- 6° de aanwezigheid van het koelingssysteem, indien een dergelijk systeem was voorzien in de aanvankelijke EPB-aanmelding.

§ 2. De EPB-verantwoordelijke deelt onverwijld het voorlopig EPB-certificaat aan de EPB-aanmelder mee.

De opmaak van het EPB-certificaat overeenkomstig artikel 33 van het decreet doet het voorlopig EPB-certificaat vervallen.

Wanneer een voorlopig EPB-certificaat aan een huurder werd meegedeeld overeenkomstig artikel 34, 3, lid 5, van het decreet, wordt het in artikel 33 van het decreet bedoelde EPB-certificaat door de EPB-aanmelder onmiddellijk aan de huurder overhandigd als het opgemaakt is.

Afdeling 2. — Openbaarmaking met het oog op verkoop of verhuur

Art. 48. Naast de enige code van het certificaat worden de energieprestatie-indicatoren die vermeld moeten worden in de openbaarmakingen bedoeld in artikel 34, § 4, van het decreet, uit het EPB-certificaat gehaald.

De indicatoren zijn :

- 1° de energieklassen;
- 2° het totale theoretische primaire energieverbruik, uitgedrukt in kWh per jaar;
- 3° het specifieke primaire energieverbruik, uitgedrukt in kWh/m² per jaar.

Art. 49. De administratie kan een instrument invoeren om de opname van informatie zoals bedoeld in artikel 48 in de openbaarmakingen te vergemakkelijken.

Afdeling 3. — Aanplakking van de certificaten

Art. 50. De publieke overheden in de zin van artikel 35, lid 1, van het decreet zijn :

- 1° de Europese en internationale instellingen, de federale, gewestelijke, Gemeenschaps-, provinciale en gemeentelijke overheden;
- 2° elk organisme dat aan volgende voorwaarden voldoet :
 - a) opgericht of erkend zijn door de overheden bedoeld in 1°;
 - b) een openbare dienst als opdracht hebben;
 - c) niet deel uitmaken van de wetgevende of rechterlijke macht;
 - d) in zijn werking gecontroleerd of bepaald worden door de overheden bedoeld onder 1°.

Art. 51. In de zin van artikel 35 van het decreet wordt een gebouw als druk bezocht door het publiek beschouwd wanneer de toegang ervan voor het publiek vrij is, zonder andere voorwaarde dan een eventuele inschrijving of betaling van toegangsgeld.

Art. 52. Het EPB-attest voor een openbaar gebouw met het oog op aanplakking heeft een geldigheidsduur van 5 jaar.

De verbruiksindicatoren worden jaarlijks bijgewerkt volgens de door de Minister bepaalde praktische modaliteiten.

Afdeling 4. — Bijzondere bepaling en uitzonderingen op de verplichting om over een EPB-certificaat te beschikken

Art. 53. § 1. Bij onvrijwillige verkoop worden de onkosten voor de opmaak van het EPB-certificaat voorgeschoten door de partij die de verkoop veroorzaakt.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 36, lid 1, 2°, van het decreet zijn kleine energieverbruikseenheden in normale bedrijfsvoorwaarden, de industriële eenheden, landbouwwerkplaatsen of niet voor bewoning bestemde landbouw-eenheden die niet voor menselijke behoeften verwarmd zijn of van een klimaatregeling zijn voorzien of waarvan het totaalvermogen van in lokalen geplaatste verwarmings- of klimaattoestellen voor het warmtecomfort van personen, gedeeld door het verwarmde of klimaatgeregelde volume kleiner is dan 15W/m³; het totaalvermogen wordt afzonderlijk berekend voor verwarming en klimaatregeling.

HOOFDSTUK III. — *Statuten en opdrachten van de EPB-certificeerders*

Art. 54. Het protocol bedoeld in artikel 38 van het decreet bevat het verplicht methodologisch kader met het oog op de certificering van de betrokken eenheid of het betrokken gebouw.

Het protocol omvat meer bepaald de regels voor de ingezamelde gegevens en hun verwerking in de software bedoeld in artikel 38 van het decreet.

De Minister kan gedifferentieerde protocollen vaststellen voor de inzameling met het oog op de certificering van (sub)categorieën van EPB-eenheden zoals bedoeld in de artikelen 31 en 33.

Art. 55. § 1. Om hun onafhankelijkheid te vrijwaren, zijn de EPB-certificeerders niet gemachtigd om EPB-certificaten op te maken voor EPB-gebouwen of -eenheden :

- 1° waarvoor zij over een zakelijk of persoonlijk recht beschikken;
- 2° waarvoor zij, op welke titel ook, in het kader van een vastgoedverrichting optreden;
- 3° waarvan de eigenaar of houder van zakelijke rechten een bloed- of aanverwant is in de tweede graad, of hun werkgever.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan het certificaat voor openbare gebouwen met het oog op aanplakking opgemaakt worden door een interne erkende EPB-certificeerder.

TITEL V. — Erkenningen

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsvoorwaarden*

Afdeling 1. — Voorwaarden met betrekking tot de vormingen

Onderafdeling 1. — *Vorming van de EPB-verantwoordelijken*

Art. 56. De vorming tot EPB-verantwoordelijke bedoeld in artikel 40, § 1, lid 1, 2°, van het decreet wordt voorbehouden aan de natuurlijke personen die houder zijn van een diploma bedoeld in artikel 40, § 1, lid 1, 1°.

De vorming bevat volgende elementen :

- 1° een onderdeel met betrekking tot het vigerend reglementair kader inzake energieprestaties van gebouwen;
- 2° een theoretisch en een praktisch onderdeel met betrekking tot de fysica van bouwschillen;

3° een theoretisch en praktisch onderdeel met betrekking tot de individuele technische installaties voor, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

4° een onderdeel met betrekking tot de theoretische en praktische aspecten betreffende de gemeenschappelijke installaties voor, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

5° een onderdeel met betrekking tot het gebruik van de software bedoeld in de artikelen 16, 17, 18 en 20 van het decreet;

6° een onderdeel met betrekking tot de werking van de databank bedoeld in de artikelen 14 en 32 van het decreet.

De inhoud en de nadere regels voor deelname aan de vorming kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Onderafdeling 2. — Vorming van de EPB-certificeerder

Art. 57. § 1^{er}. De vorming tot EPB-certificeerder bedoeld in artikel 42, § 1, lid 1, 2°, van het decreet wordt voorbehouden aan de natuurlijke personen die houder zijn van een diploma of een ervaring aantonen zoals bedoeld in artikel 42, § 1, lid 1, 1°.

De inhoud van de vorming wordt aangepast aan de aangevraagde erkenning.

§ 2. De vorming tot EPC-certificeerder voor wooneenheden bevat minstens :

1° een onderdeel met betrekking tot het vigerend reglementair kader inzake de certificering van gebouwen;

2° een theoretisch en een praktisch onderdeel met betrekking tot de fysica van bouwschillen;

3° een theoretisch en praktisch onderdeel met betrekking tot de individuele technische installaties, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

4° een onderdeel met betrekking tot de theoretische en praktische aspecten betreffende de gemeenschappelijke installaties voor, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

5° een onderdeel betreffende het protocol voor de in artikel 38 van het decreet bedoelde verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaak van het certificaat gebruikt moeten worden;

6° een onderdeel met betrekking tot het gebruik van de software, bedoeld in artikel 38 van het decreet, waarin minstens een praktisch voorbeeld vervat is van alle stappen voor de opmaak van een certificaat, evenals van het gedeeltelijk verslag bedoeld in artikel 31 van het decreet, met inbegrip van de aanbevelingen gegenereerd door de software;

7° een onderdeel over de werking van de databank bedoeld in artikel 32 van het decreet.

§ 3. De vorming tot EPC-certificeerder voor eenheden, niet bestemd voor bewoning, bevat minstens :

1° een onderdeel met betrekking tot het vigerend reglementair kader inzake de certificering van gebouwen;

2° een theoretisch en een praktisch onderdeel met betrekking tot de fysica van bouwschillen;

3° een theoretisch en praktisch onderdeel met betrekking tot de individuele technische installaties, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

4° een onderdeel met betrekking tot de theoretische en praktische aspecten betreffende de gemeenschappelijke installaties voor, met name, verwarming en productie van sanitair warm water, met inbegrip van het gebruik van thermische zonnepanelen, koeling, verluchting, evenals met betrekking tot de installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen;

5° een onderdeel betreffende het protocol voor de in artikel 38 van het decreet bedoelde verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaak van het certificaat gebruikt moeten worden;

6° een onderdeel met betrekking tot het gebruik van de software, bedoeld in artikel 38 van het decreet, waarin minstens een praktisch voorbeeld vervat is van alle stappen voor de opmaak van een certificaat, evenals van het gedeeltelijk verslag bedoeld in artikel 31 van het decreet, met inbegrip van de aanbevelingen gegenereerd door de software;

7° een onderdeel over de werking van de databank bedoeld in artikel 32 van het decreet.

§ 4. De vorming tot EPC-certificeerder voor openbare gebouwen bevat minstens :

1° een onderdeel met betrekking tot het vigerend reglementair kader inzake de certificering van gebouwen;

2° een onderdeel betreffende het protocol voor de in artikel 38 van het decreet bedoelde verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaak van het certificaat gebruikt moeten worden;

3° een onderdeel met betrekking tot het gebruik van de software, bedoeld in artikel 38 van het decreet, waarin minstens een praktisch voorbeeld vervat is van alle stappen voor de opmaak van een certificaat, met inbegrip van de aanbevelingen gegenereerd door de software;

4° een onderdeel over de werking van de databank bedoeld in artikel 32 van het decreet.

§ 5. De inhoud en de nadere regels voor deelname aan de vormingen bedoeld in de paragrafen 2, 3 en 4 kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Afdeling 2. — Voorwaarden met betrekking tot de examens

Art. 58. § 1. De vormingen bedoeld in de artikelen 56 en 57, § 4, worden afgerond met een schriftelijk examen.

Een cijfer van gemiddeld minstens 12,00/20 of hoger moet gehaald worden om voor het examen te slagen.

§ 2. De vormingen van certificeerders voor wooneenheden en eenheden, niet bestemd voor bewoning, bedoeld in artikel 57, §§ 2 en 3, worden afgerond met een examen waarvan een mondelinge en een schriftelijke proef deel uitmaken.

Een cijfer van gemiddeld minstens 12,00/20 of hoger moet gehaald worden om voor het examen bedoeld in lid 1 te slagen.

§ 3. Het examen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 strekt tot het beoordelen van het theoretisch en praktisch inzicht in de inhoud van de vorming door de kandidaat.

De inhoud en de nadere regels voor inrichting van en deelname aan het examen kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Afdeling 3. — Andere voorwaarden

Art. 59. In de zin van artikel 41 van het decreet toont degene die aan één van onderstaande voorwaarden voldoet aan dat hij beschikt over een diploma, kwalificaties of ervaring inzake de studie van alternatieve systemen voor de productie en het gebruik van energie :

1° houder zijn van een diploma architect, burgerlijk ingenieur, industrieel ingenieur of bio-ingenieur of;

2° een afdoende kwalificatie of ervaring laten gelden in minstens drie van de technologieën bedoeld in artikel 15, § 1, van het decreet of in artikel 22, § 1.

Art. 60. Wanneer de verantwoordelijken voor energie, gecertificeerd in het kader van de door het Waalse Gewest ingerichte vormingscycli, een erkenning aanvragen om certificaten voor openbare gebouwen op te maken, wordt ervan uitgegaan dat ze een nuttige ervaring van minstens twee jaar aantonen wat betreft de energie-aspecten van gebouwen in de zin van artikel 42, § 1, 1°, op voorwaarde dat ze in een overheidsdienst werken.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure

Afdeling 1. — Erkenningsprocedure waarvoor het volgen van een vorming en het welslagen van een examen vereist zijn

Onderafdeling 1. — Samenstelling van het aanvraagdossier

Art. 61. § 1. De aanvraag tot erkenning als EPB-verantwoordelijke of –certificeerder wordt aan de administratie gericht.

De administratie stelt het aanvraagformulier ter beschikking.

§ 2. De aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° indien het een natuurlijke persoon betreft, het attest bedoeld in artikel 72, § 1, lid 1;

3° indien het een rechtspersoon betreft, het ondernemingsnummer;

4° indien het een rechtspersoon betreft, een afschrift van de overeenkomst die de aanvrager aan de houder van het vereiste diploma bindt als de aanvrager er niet houder van is en een afschrift van de erkenning.

§ 3. De vorm en de inhoud van de formulieren kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 62. Naast de elementen bedoeld in artikel 61 omvat de aanvraag voor de erkenning als EPB-verantwoordelijke een afschrift van het vereiste diploma, evenals de naam, het adres en het beroep van de houder ervan.

Naast de elementen bedoeld in artikel 61 bevat de aanvraag tot erkenning als EPB-certificeerder het afschrift van het diploma van de aanvrager of het bewijs van de ervaring in de energie-aspecten van gebouwen.

Art. 63. Om zijn ervaring aan te tonen in de energie-aspecten van gebouwen, voegt de energieverantwoordelijke, gecertificeerd in het kader van de door het Waalse Gewest ingerichte vormingscycli, bij zijn aanvraag tot erkenning als interne EPB-certificeerder voor openbare gebouwen volgende gegevens :

1° het afschrift van het attest betreffende de kwaliteit van energieverantwoordelijke of het bewijs van de ervaring inzake de energieopvolging van de gebouwen;

2° de identificatie van de instelling(en) waarin de kandidaat actief is.

Onderafdeling 2. — Behandeling van de aanvragen en beslissing

Art. 64. Het ontvangstbewijs voor de erkenningsaanvraag van een natuurlijke persoon, bedoeld in artikel 42, § 2, van het decreet, wordt door de administratie aan de aanvrager gericht.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 40 en 42 van het decreet en in dit besluit.

De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 14 en 32 te gebruiken databank.

Art. 65. § 1. Het ontvangstbewijs voor de erkenningsaanvraag van een rechtspersoon, bedoeld in artikel 42, § 2, van het decreet, wordt door de administratie aan de aanvrager gericht.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 40, § 1, lid 2, en 42, § 1, lid 2, van het decreet.

§ 2. De beslissing tot erkenning vermeldt :

1° het erkenningsnummer;

2° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijken of –certificeerders als natuurlijke personen die deel uitmaken van het personeel van de rechtspersoon.

§ 3. De kennisgeving van de beslissing bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 14 en 32 te gebruiken databank.

Afdeling 2. — Andere erkenningen

Onderafdeling 1. — Samenstelling van het aanvraagdossier

Art. 66. § 1. De aanvraag tot erkenning als auteur van haalbaarheidsstudies wordt aan de administratie gericht.

De administratie stelt het aanvraagformulier ter beschikking.

§ 2. De aanvraag wordt ingediend d.m.v. het aanvraagformulier dat door de administratie ter beschikking gesteld wordt.

In de aanvraag worden volgende gegevens vermeld :

- 1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- 2° indien het een rechtspersoon betreft, het ondernemingsnummer;
- 3° een afschrift van de overeenkomst die de aanvrager aan de houder van het vereiste diploma bindt als de aanvrager er niet houder van is en een afschrift van de erkenning;
- 4° de diploma's, kwalificaties of ervaring in het domein van alternatieve systemen voor productie en gebruik van energie zoals bedoeld in artikel 41 van het decreet.

§ 3. De vorm en de inhoud van het formulier kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Onderafdeling 2. — Behandeling van de aanvragen en beslissing

Art. 67. Het ontvangstbewijs voor de erkenningsaanvraag van een natuurlijke persoon, bedoeld in artikel 42, § 2, van het decreet, wordt door de administratie aan de aanvrager gericht.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 41 van het decreet en in artikel 59.

De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig artikel 14 te gebruiken databank.

Art. 68. § 1. Het ontvangstbewijs voor de erkenningsaanvraag van een rechtspersoon, bedoeld in artikel 42, § 2, van het decreet, wordt door de administratie aan de aanvrager gericht.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 41 van het decreet.

§ 2. De beslissing tot erkenning vermeldt :

- 1° het erkenningsnummer;
- 2° het erkenningsnummer van de auteur(s) van haalbaarheidsstudies als natuurlijke personen die deel uitmaken van het personeel van de rechtspersoon.

§ 3. Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig artikel 14 van het decreet te gebruiken databank.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 69. De lijst van de auteurs van technische, milieugerelateerde en economische haalbaarheidsstudies, van de erkende EPB-verantwoordelijken en -certificeerders is te raadplegen op de website van de administratie.

HOOFDSTUK III. — Erkende vormingscentra

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 70. De erkende centra gebruiken de vormingsdraggers die de administratie hun ter beschikking stelt.

Art. 71. Het erkende opleidingscentrum deelt de administratie de voor de cursussen en examens voorziene data minstens vijftien dagen voor het begin ervan mee.

De administratie kan via haar vertegenwoordigers de opleidingen en de examens bijwonen.

Art. 72. § 1. De erkende opleidingscentra maken binnen vijftien dagen na het examen een attest voor het volgen van de vorming over aan de kandidaten, waarin de door hen bij het examen behaalde cijfers vermeld worden.

Binnen de dertig dagen na een vormings- of examensessie wordt een verslag daarover aan de administratie gericht.

Dit attest wordt door de verantwoordelijke van het erkende opleidingscentrum ondertekend.

§ 2. Het verslag bevat tenminste de volgende elementen :

- 1° de lijst van de kandidaten die de vormingen hebben bijgewoond en, in voorkomend geval, voor het examen zijn geslaagd;
- 2° het percentage inzake deelname aan de cursussen van elke persoon die voor de vorming is ingeschreven;
- 3° de lijst der juryleden die de examens hebben bijgewoond;
- 4° de cijfers behaald door de kandidaten voor de verschillende onderdelen van het examen en het berekende gemiddelde van de verschillende proeven.

Art. 73. Om de kosten te dekken voortvloeiend uit de inrichting van de opleidingen en de examens, mag het erkende opleidingscentrum een inschrijvingsrecht van de kandidaten innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

Afdeling 2. — Erkenning van de centra

Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 74. De leden van het onderwijzend personeel die sinds minstens twee jaar houder zijn van een erkenning in het vakgebied waarvoor het centrum de inrichting van vormingen aanvraagt zijn gekwalificeerd onderwijzend personeel in de zin van artikel 46, § 2, lid 1, 3°, van het decreet.

Om erkend te worden als vormingscentrum voor EPB-verantwoordelijken beschikt het centrum over onderwijzend personeel dat de voorwaarde vervult, bedoeld in lid 1, en dat daarnaast bij het examen bedoeld in artikel 58 een cijfer hoger dan of gelijk aan 16/20 behaald heeft.

Om erkend te worden als vormingscentrum voor EPB-certificeerders voor wooneenheden, beschikt het centrum over onderwijzend personeel dat de voorwaarde vervult, bedoeld in lid 1, en dat daarnaast sinds minstens twee jaar houder is van een erkenning als auditeur voor de uitvoering van energie-audits in de sector van de huisvesting, verkregen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Het onderwijzend personeel mag minstens drie jaar voor zijn aanwijzing als vormer niet bestraft zijn geweest krachtens toepasbare decretale en reglementaire bepalingen inzake energieprestatie van gebouwen.

Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 75. § 1. De erkenningsaanvraag wordt aan de administratie gericht.

De administratie stelt een aanvraagformulier ter beschikking.

§ 2. De aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° de identificatie van het centrum en de adresgegevens van de persoon/personen die het vertegenwoordigt/vertegenwoordigen, alsook zijn/hun handtekening;

2° de identificatie van de leden van het onderwijzend personeel aangewezen door de centra, hun erkenningsnummer en hun handtekeningen.

§ 3. De vorm en de inhoud van het formulier kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 76. § 1. Het ontvangstbewijs voor de erkenningsaanvraag van een centrum, bedoeld in artikel 47, § 2, van het decreet, wordt door de administratie aan de aanvrager gericht.

De Minister erkent de centra die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 46 van het decreet en in artikel 74.

§ 2. Het ministerieel besluit vermeldt :

1° het erkenningsnummer van het centrum;

2° het erkenningsnummer van de personeelsleden bedoeld in artikel 74.

Art. 77. Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De lijst van de erkende vormingscentra wordt bekendgemaakt op de website van de administratie.

HOOFDSTUK IV. — *Onafhankelijk controlesysteem en administratieve toezichtsmaatregelen*

Art. 78. De permanente vormingen bedoeld in artikel 50 van het decreet worden door de erkende centra bedoeld in hoofdstuk 3 of door de administratie ingericht.

De duur, de toepassingsregels en de nadere regels voor inrichting van de vormingen kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 79. Voor de toepassing van artikel 51 van het decreet zijn de door de Regering aangewezen personen de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1 en 2+ van de administratie, aangesteld voor de controle.

Art. 80. De beslissing om de correctie van een procedureel document voor de eisen of van een foutief EPB-certificaat aan een erkende actor op te leggen, wordt door de administratie genomen.

De administratie licht de erkende actor over de vastgestelde fout in, beveelt hem deze fout te corrigeren binnen een door haar bepaalde termijn.

De erkende actor licht de persoon die bij hem het document besteld heeft, in over de fout en verstrekt haar de gecorrigeerde versie.

Art. 81. De beslissing om de erkende actor het volgen van een gepaste vorming op te leggen wordt door de Minister genomen.

De gepaste vorming is de vorming die de erkende actor heeft moeten volgen om zijn erkenning te verkrijgen, geheel of gedeeltelijk.

Voor de auteurs van haalbaarheidsstudies is de gepaste vorming de vorming die als dusdanig is aangewezen door de Minister in diens beslissing.

HOOFDSTUK V. — *Sancties voor de erkende actoren*

Art. 82. Het voornemen om de erkende actor te bestraffen wordt hem door de administratie medegedeeld.

Dat proces-verbaal wordt binnen twintig dagen na het verhoor medegedeeld aan de erkende actor medegedeeld.

De beslissing om de erkende actor al dan niet te bestraffen wordt door de Minister genomen.

Het besluit tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 83. Wanneer de erkenning wordt ingetrokken, licht de erkende actor onverwijld alle personen in met wie er contracten lopende zijn met het oog op de opmaak van een EPB-document.

HOOFDSTUK VI. — *Sancties voor erkende vormingscentra*

Art. 84. Het voornemen om het erkende vormingscentrum te bestraffen wordt door de administratie aan het centrum medegedeeld.

Dat proces-verbaal wordt binnen twintig dagen na het verhoor medegedeeld aan het erkende vormingscentrum medegedeeld.

De beslissing om het erkende vormingscentrum al dan niet te bestraffen wordt door de Minister genomen.

Het besluit tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 85. Wanneer de erkenning ingetrokken wordt, licht het vormingscentrum alle personen die ingeschreven zijn om een vorming te volgen onverwijld in.

TITEL VI. — *Administratieve inbreuken en geldboetes*

Art. 86. Voor de toepassing van titel 6 van het decreet zijn de ambtenaren en personeelsleden, aangewezen door de Regering, de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1 en 2+ van de administratie, ingezet voor de controle, evenals de burgemeester en de gemeentelijke technische ambtenaren en personeelsleden die op voorstel van het gemeentecollege speciaal door de Minister aangewezen worden.

Art. 87. § 1. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 1°, van het decreet worden bestraft met een geldboete waarvan het bedrag 2 euro per kubieke meter gebouwd volume bedraagt, met een minimum van 250 euro en een maximum van 25.000 euro.

§ 2. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 2°, van het decreet, wat betreft de EPB-procedures, worden bestraft met een geldboete waarvan het bedrag 2 euro per kubieke meter gebouwd volume bedraagt, met een minimum van 2 euro en een maximum van 250 euro.

§ 3. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 2°, van het decreet, wat betreft de EPB-eisen, worden bestraft met een geldboete van volgend bedrag :

1° 60 euro per afwijking van 1 W/K in het gebied van de U- en R-waarden van de bouwelementen, berekend overeenkomstig bijlage E;

2° 60 euro per afwijking van 1 W/K in het domein van het K-niveau, berekend overeenkomstig bijlage E;

3° 0,24 euro per afwijking van 1 MJ in het domein van het E_w-niveau, berekend overeenkomstig bijlage E;

4° 0,24 euro per afwijking van 1 MJ in het domein van het E_{spec}-niveau, berekend overeenkomstig bijlage E;

5° 0,85 euro per afwijking van 1 000 K.h.m³ in het domein van de oververhitting, berekend overeenkomstig bijlage E;

6° 4 euro per afwijking van 1 m³/h in het domein van het verluchtingssysteem, berekend overeenkomstig bijlage E.

Bij samengevoegde inbreuken is het bedrag van de geldboete, het hoogste bedrag onder de bedragen berekend in lid 1, 1° tot 5°, waarbij in voorkomend geval het bedrag van de geldboete bedoeld in lid 1, 6°, gevoegd wordt.

§ 4. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 3°, van het decreet worden bestraft met een geldboete van volgend bedrag :

1° 500 euro voor elke inbreuk op de verplichting bedoeld in artikel 34, § 4, van het decreet;

2° 1.000 euro voor elke inbreuk op artikelen 34, §§ 1 en 3, lid 5, en 35 van het decreet.

Art. 88. Als er binnen de drie jaar te rekenen van de beslissing om de geldboete op te leggen een nieuwe inbreuk vastgesteld wordt, begaan door éénzelfde overtreder, worden de bedragen bedoeld in artikel 87 verdubbeld zonder dat het bedrag van 50.000 euro overschreden mag worden.

Art. 89. De overheid die het proces-verbaal opstelt overeenkomstig artikel 62 van het decreet licht de overtreder daar onmiddellijk over in.

TITEL VII. — *Overgangs-, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 90. § 1. Voor elke EPB-procedure die ingediend moet worden tijdens de twaalf maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, kan de EPB-verantwoordelijke een EPB-verantwoordelijke zijn, erkend op grond van de artikelen 237/19, § 1, tweede streepje, en 550 van het Wetboek.

§ 2. De natuurlijke personen, erkend als EPB-verantwoordelijken op grond van de artikelen 237/19, § 1, tweede streepje, en 550 van het Wetboek, kunnen de erkenning als EPB-verantwoordelijke bekomen zonder de vorming bedoeld in artikel 56 te moeten volgen, tegen volgende voorwaarden :

1° op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, v het geheel van een EP-opdracht vervuld hebben, met name het opmaken van een EPB-verbintenis, van een aanvankelijke EPB-aanmelding en van een definitieve EPB-aanmelding in de zin van artikel 237/1, 10°, 11° en 12°, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie;

2° de onder 1° bedoelde EPB-opdracht vervuld hebben met inachtneming van de decretale en reglementaire bepalingen die toepasselijk zijn;

3° geslaagd zijn voor een examen ter bevestiging van de kennis van de eisen, procedures en hulpmiddelen die toepasselijk zijn krachtens de decretale en reglementaire bepalingen van kracht inzake energieprestatie van gebouwen.

De erkenning bedoeld in het eerste lid moet binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit besluit aangevraagd worden.

De administratie gaat na of de voorwaarden bedoeld in lid 1, 1° en 2°, vervuld zijn en machtigt de kandidaat om het examen bedoeld in lid 1, 3°, af te leggen.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 2.

De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 14 en 32 van het decreet te gebruiken databank.

§ 3. Het examen bedoeld in § 2, lid 1, 3°, en in artikel 69, § 2, 3°, van het decreet is een schriftelijk examen dat enkel met vrucht afgelegd wordt indien een cijfer gelijk aan of hoger dan 12,00/20 behaald wordt.

Het examen maakt het mogelijk, het theoretisch en praktisch inzicht in de elementen bedoeld in artikel 56 te beoordelen.

Het examen wordt door de administratie of de erkende centra ingericht.

De inhoud en de nadere regels voor inrichting van en deelname aan het examen kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 4. De rechtspersonen die als EPB-verantwoordelijken erkend worden op grond van de artikelen 237/19, § 1, tweede lid, en 550 van het Wetboek, beschikken over de erkenning als EPB-verantwoordelijke in de zin van dit besluit wanneer ze de administratie binnen de twaalf maanden van de inwerkingtreding van dit besluit de identiteit en het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijke, die deel uitmaakt van zijn personeel, mededelen.

De Minister erkent de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bepaald in lid 1.

De beslissing tot erkenning vermeldt :

1° het erkenningsnummer;

2° het erkenningsnummer van de EPB-verantwoordelijken als natuurlijke personen die deel uitmaken van het personeel van de rechtspersoon.

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 14 en 32 van het decreet te gebruiken databank.

Art. 91. Voor de toepassing van artikel 74, lid 1 en 2, wat betreft de erkenning van de vormingscentra voor EPB-verantwoordelijken, kan het onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden onder de erkende EPB-verantwoordelijken die bij het examen bedoeld in artikel 90, § 3, een cijfer behaald hebben gelijk aan of hoger dan 16,00/20.

Art. 92. De personen die op datum van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een erkenning verkregen op grond van artikel 551 van het Wetboek beschikken over een erkenning als auteur van technische, milieugerelateerde en economische haalbaarheidsstudies.

Art. 93. De personen die op datum van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een erkenning verkregen op grond van artikel 583 van het Wetboek of op grond van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2009 betreffende de certificering van bestaande woongebouwen beschikken over een erkenning als EPB-certificeerder voor wooneenheden.

De personen die op datum van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een erkenning verkregen op grond van artikel 618 van het Wetboek beschikken over een erkenning als EPB-certificeerder voor eenheden, niet bestemd voor bewoning.

De personen die op datum van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een erkenning verkregen op grond van artikel 647 van het Wetboek beschikken over een erkenning als EPB-certificeerder voor openbare gebouwen.

Art. 94. § 1. Voor de toepassing van artikel 74, lid 1, wat betreft de erkenning van de vormingscentra voor EPB-verantwoordelijken voor wooneenheden, kan het onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden onder de personen bedoeld in artikel 93, lid 1, wanneer ze sinds minstens twee jaar beschikken over een erkenning verkregen op grond van artikel 583 van het Wetboek of op grond van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2009 betreffende de certificering van bestaande woongebouwen.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 74, lid 3, kan het gekwalificeerd onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden onder de auditeurs opgenomen in de reserve bedoeld in artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende energie-audit van een woning.

Voor de toepassing van artikel 74, lid 1, wat betreft de erkenning van de vormingscentra voor EPB-certificeerders voor eenheden, niet bestemd voor bewoning, kan het gekwalificeerd onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden onder de personen bedoeld in artikel 93, lid 2, wanneer ze sinds minstens twee jaar beschikken over een erkenning verkregen op grond van artikel 618 van het Wetboek.

§ 4. Voor de toepassing van artikel 74, lid 1, wat betreft de erkenning van de vormingscentra voor EPB-certificeerders voor openbare gebouwen, kan het gekwalificeerd onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden onder de personen bedoeld in artikel 93, lid 3, wanneer ze sinds minstens twee jaar beschikken over een erkenning verkregen op grond van artikel 647 van het Wetboek.

Art. 95. Voor de toepassing van artikel 35, lid 1, van het decreet wordt het EPB-certificaat voor openbare gebouwen uiterlijk aangeplakt :

1° wanneer de overheid bedoeld in artikel 50, 1°, het gebouw betreft bij de inwerkingtreding van dit besluit, binnen de vierentwintig maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

2° wanneer de overheid bedoeld in artikel 50, 2°, het gebouw betreft bij de inwerkingtreding van dit besluit, binnen de zesendertig maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

3° binnen de vijftien maanden na het betrekken van het gebouw wanneer de publieke overheid het gebouw begint te betrekken na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

In afwijking van lid 1, 1°, wordt het EPB-certificaat voor openbare gebouwen uiterlijk aangeplakt binnen de zesendertig maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit wanneer het gebouw bestemd is voor onderwijs of kinderopvang.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 96. In artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2012, wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt :

“Voor de toepassing van artikel 21, 2°, kan het onderwijzend personeel eveneens aangeworven worden uit de reserve gesteld door de Minister.”.

Art. 97. In het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de statutaire ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 101/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de statutaire ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 101/1. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van volgende erkenningen, ingevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen :

1° EPB-verantwoordelijke;

2° EPB-certificeerder;

3° auteur van haalbaarheidsstudies. »;

2° artikel 101/2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, wordt vervangen door volgende bepaling :

“Art. 10/2. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de machtiging om een alternatieve berekeningsmethode te gebruiken, ingevoerd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen.”.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 98. Opgeheven worden :

1° de artikelen 530 tot 668 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

2° het besluit van 17 april 2008 van de Waalse Regering tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

3° de artikelen 4, 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen;

4° het besluit van 3 december 2009 betreffende de certificering van bestaande woongebouwen;

5° het besluit van 17 februari 2011 betreffende de alternatieve berekeningsmethode van de vernieuwende concepten of technologieën;

6° het besluit van 25 augustus 2011 betreffende de certificering van nieuwbouw;

7° het besluit van 20 oktober 2011 betreffende de certificering van bestaande niet-residentiële gebouwen;

8° het besluit van 24 november 2011 betreffende de certificering van openbare gebouwen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 99. Het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen treedt in werking op dezelfde datum als dit besluit.

In afwijking van lid 1 treedt artikel 34, § 4, van het EPB-decreet in werking op 1 januari 2015.

Art. 100. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2015.

In afwijking van lid 1 treden de artikelen 48 en 49 in werking op 1 januari 2015.

In afwijking van lid 1 kan hoofdstuk 10.3.3.3 van bijlage A1 toegepast worden wanneer de datum van het ontvangstbewijs van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning tussen 1 mei 2010 en 1 mei 2015 ligt.

Art. 101. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET